

A11A32
E881
1998/99
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

1998-1999

RÉGIONS ET AFFAIRES AUTOCHTONES

PROGRAMME 02 ÉLÉMENT 01 AFFAIRES AUTOCHTONES

**CAHIER EXPLICATIF
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS
DE L'OPPOSITION OFFICIELLE :**

SECTION 1

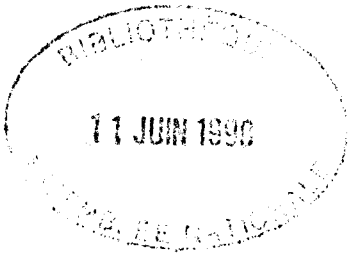
- **RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**
- **RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS**

SECTION 2

SECTION 3

SECTION 1

CAHIER EXPLICATIF



Identification	Numéro	Titre
Programme	02	Régions et Affaires autochtones
Élément	01	Affaires autochtones
Responsable	Monsieur Robert Sauvé	

MANDAT

Deux décrets du gouvernement, adoptés respectivement le 18 janvier 1978 et le 14 janvier 1987, régissent les activités du Secrétariat aux affaires autochtones (décrets 154-78 et 17-87).

En vertu de ces décrets, le mandat du Secrétariat aux affaires autochtones consiste à:

- ◆ élaborer, en concertation avec les intéressés, des politiques gouvernementales en milieu amérindien et inuit ;
- ◆ coordonner et s'assurer de la cohérence des activités des ministères et organismes gouvernementaux en milieu amérindien et inuit ;
- ◆ fournir une information générale aux Autochtones et l'information sur les politiques gouvernementales en matière autochtone au public en général ;
- ◆ négocier des ententes globales en collaboration avec les ministères concernés, conseiller les ministères dans la négociation des ententes sectorielles et veiller à la mise en œuvre des ententes conclues.

SOMMAIRE DES CRÉDITS PAR SUPERCATÉGORIE

PROGRAMME: 02 – Régions et Affaires autochtones

ÉLÉMENT: 01 – Affaires autochtones

RESPONSABLE: Monsieur Robert Sauvé

Supercatégorie	Crédits 1998-1999	Crédits 1997-1998	Augmentation (diminution)	
			\$	%
Fonctionnement- personnel	2 249,3	2 042,3	207	10,1
Fonctionnement-autres dépenses	2 139,0	1 319,3	819,7	62,1
Capital- autres dépenses	16,8	16,5	0,3	1,8
Transfert	1 045,7	829,9	215,8	26,0
Prêts, placements et avances				
TOTAL	5 450,8	4 208,0	1 242,8	29,5
Effectif régulier autorisé	35	31	4	12,9
Effectif total autorisé	36	32	4	12,9

ANALYSE DES VARIATIONS BUDGÉTAIRES

. Sommaire des crédits

	1998-1999	1997-1998	Variation	
			\$	%
Fonctionnement-personnel	2 249,3	2 042,3	207	10,1
Fonctionnement-autres dépenses	2 139,0	1 319,3	819,7	62,1
Capital	16,8	16,5	0,3	1,8
Transfert	1 045,7	829,9	215,8	26,0
Prêts, placements et avances	-	-		
TOTAL	5 450,8	4 208,0	1 242,8	29,5

. Explication des écarts par supercatégorie

Fonctionnement-personnel 207,0 \$ - 10,1 %

Ajout de 4 ETC en vue de la mise en œuvre du cadre de référence et les négociations avec les communautés autochtones.

Fonctionnement-autres dépenses – 819,1 \$ - 62,1 %

Augmentation des dépenses aux chapitres des catégories de dépenses de communications (03) et des services professionnels (04) – Mise en œuvre du cadre de référence et négociations

Capital 0,3 \$ - 1,8 %

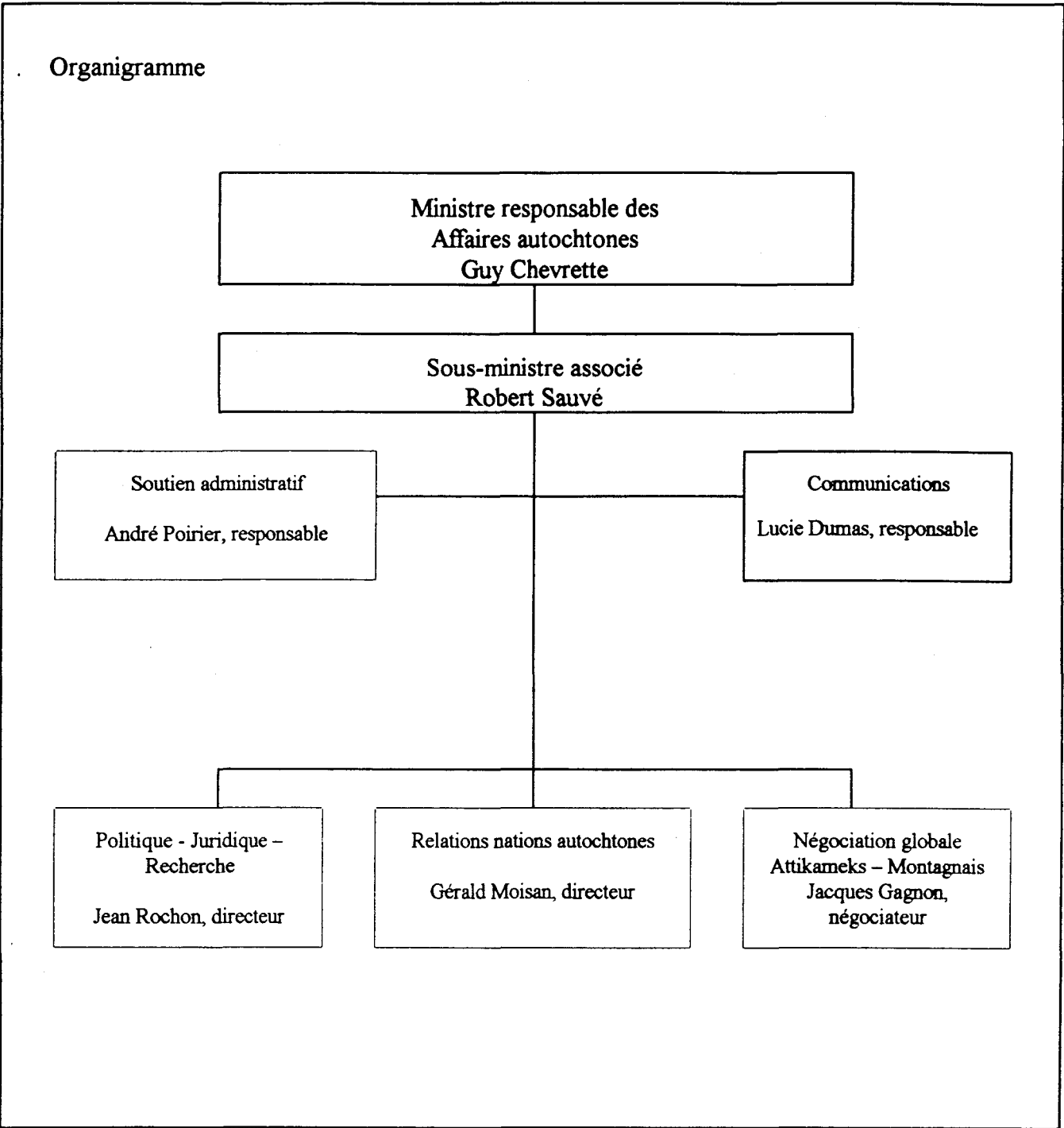
Ajustement coût de reconduction

Transfert 215,8 \$ - 26 %

Augmentation au titre de :

- ♦ mise en œuvre de l'entente trilatérale de Lac Barrière ;
- ♦ Négociation Nunavik
- ♦ Mise en œuvre du cadre de référence (mise en place d'un lieu politique d'échanges et de concertation)

ORGANISATION



SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

PR. 02 ÉL. 01 PAGE 1

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE

SECTEUR DE L'UNITÉ ADMINISTRATIVE	Adm. d'État, cadres supérieurs	Cadres Intermédiaires	Professionnels	Techniciens, employés de bureau	Agents de la paix	Ouvriers	TOTAL 1997- 1998	TOTAL 1998-1999
Bureau du sous-ministre associé	(A) 2		1	1			4	4
Communications			2	2			4	4
Soutien administratif				3			3	3
Affaires juridiques, recherche et développement des politiques	1		5	1			7	7
Négociations	2			(C) 1			3	(C) 3
Relations avec les nations autochtones	1		(B) 7	3			11	(D) 15
Total:	6		15	11			32	36

(A) Incluant M. Georges Beauchemin dont les services sont prêtés au ministère du Conseil exécutif.

(B) Incluant M. François Dupuis, prêt de service de la SQDM.

(C) Incluant Mme Dominique De Rouin, occasionnelle

(D) Incluant 4 ETC à compter du 1^{er} avril 1998

SECTION 2

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

- | | | |
|----|---|-----------------|
| 1. | Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire. | Annexe 1 |
| 2. | Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :
- tirage;
- coût;
- distribution;
- imprimeur;
- copie des publications parues depuis le 1 ^{er} avril 1997. | Annexe 2 |
| 3. | Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 1997 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres. | Annexe 3 |
| 4. | Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice 1997-1998 et les prévisions pour 1998-1999;
- ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense. | Annexe 4 |
| 5. | Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1997-1998 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent:

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat. | Annexe 5 |
| 6. | Liste des études commandées durant l'exercice financier 1997-1998 à la demande du ministère ou de l'organisme :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie des études. | Annexe 6 |
| 7. | Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1 ^{er} avril 1997 au 31 mars 1998 en indiquant: | Annexe 7 |

- le nom du professionnel (le) ou de la firme
(était-ce le plus bas soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat (rapport ou document final);
 - le coût;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique sur invitation ou contrat négocié).
8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1997 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat. **Annexe 8**
9. Le montant, pour l'année 1997-1998 de chacune des dépenses suivantes: **Annexe 9**
- la photocopie;
 - la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
 - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
 - les téléavertisseurs;
 - le mobilier de bureau;
 - les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
 - distributeurs d'eau de source;
 - le remboursement des frais de transport;
 - le remboursement des frais d'hébergement;
 - le remboursement des frais de repas;
 - le ressourcement ou préparation à la retraite;
 - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
- a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.
10. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun: **Annexe 10**
- la marque et le modèle du véhicule;
 - le coût d'acquisition ou de location de l'année de transaction;
 - les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
 - les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
 - le nom et le poste du bénéficiaire;
 - appels d'offres faits en 1997-1998 et les prévisions 1998-1999.
11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1997-1998 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations? **Annexe 11**
- Quelles est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?
12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère ou et pour chacun des organismes relevant de **Annexe 12**

sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années 1997-1998 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

- | | | |
|-----|--|------------------|
| 13. | Le nombre et la répartition du personnel qui a bénéficié du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1997-1998 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme. | Annexe 13 |
| 14. | <p>À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1997-1998) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)</p> <p>a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
 b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel.</p> | Annexe 14 |
| 15. | <p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994:</p> <p>a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.</p> | Annexe 15 |
| 16. | <p>La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; - le coût de location au mètre carré; - le coût total de ladite location; - les coûts d'aménagement réalisés en 1997-1998, - la nature des travaux et le ou les bureaux visés; - la durée et la copie du bail. | Annexe 16 |
| 17. | <p>Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1997-1998 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'emplacement de la location; - la superficie du local loué; - la superficie réellement occupée; - la superficie inoccupée; | Annexe 17 |

- le coût de location au mètre carré;
 - le coût total de ladite location;
 - les coûts d'aménagement réalisés en 1997-1998, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
 - la durée et la copie du bail.
18. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1997-1998 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant: **Annexe 18**
- le nom de la firme (était-ce le plus soumissionnaire?);
 - le mandat et le résultat du contrat;
 - la durée du contrat;
 - le coût du contrat;
 - le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).
19. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1997-1998 en indiquant: **Annexe 19**
- a. la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b. le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c. pour l'année 1998-1999, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.
20. a) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1997-1998 en indiquant: **Annexe 20**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour l'exercice 1997-1998.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.
21. a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1997-1998 en indiquant pour chaque individu: **Annexe 21**
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.
- b) Le montant total des salaires, des honoraires, par la suite sous-ministérielle pour l'exercice financier 1997-1998.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.
22. Liste des sommes versées en 1997-1998 à même le budget discrétionnaire du: a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant: **Annexe 22**
- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;

- le montant attribué;
 - le projet visé et le résultat.
23. Liste des crédits périmés par programmes et par éléments pour l'exercice financier 1997-1998. **Annexe 23**
24. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1997-1998 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention. **Annexe 24**
25. Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction. **Annexe 25**
26. Prévisions pour 1998-1999 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole. **Annexe 26**
27. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux deux Sommets socio-économiques et aux activités de suivi en indiquant :
- le poste occupé;
 - le port d'attache;
 - le salaire ou honoraires;
 - la durée et la nature du mandat ou du contrat;
 - les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
 - les coûts de location de salles de réunion, de bureaux;
 - les frais de bureautique, papeterie, ordinateur, téléphones cellulaires et autres frais généraux.
28. Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique: **Annexe 28**
- la masse salariale prévue à cet effet;
 - le nombre de jours par employé prévus.
29. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) en indiquant: **Annexe 29**
- le poste initial;
 - le salaire;
 - le poste actuel, s'il y a lieu;
 - date de la mise en disponibilité.
30. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère: **Annexe 30**
- nom de la personne;
 - poste occupé;
 - salaire;
 - assignation initiale;
 - date de l'assignation hors structure;
 - date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
31. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres: **Annexe 31**
- assignation initiale;

- assignation actuelle;
 - salaire.
32. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère:
 assignation initiale;
 assignation actuelle;
 - salaire.
- Annexe 32**
33. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied:
- Annexe 33**
- salaire;
 - date du changement;
 - primes de séparation;
 - assignation initiale;
 - assignation actuelle.
34. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:
- Annexe 34**
- salaire de la personne;
 - montant reçu du régime de retraite.
35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle) dont ils se sont départis au cours de l'année 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998, dans chacun des cas, préciser où ce matériel a été acheminé (recyclage, destruction, vente, don, etc).
- Annexe 35**
36. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités des commissions Doyon, Nicolet (Saguenay et verglas), Corbo, Bellemarre, O'Bready, Poitras, Fiscalité et le financement des services publics, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :
- Annexe 36**
- le poste occupé;
 - le port d'attache;
 - le salaire ou honoraires;
 - la durée et la nature du mandat ou du contrat;
 - les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
 - les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
 - les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

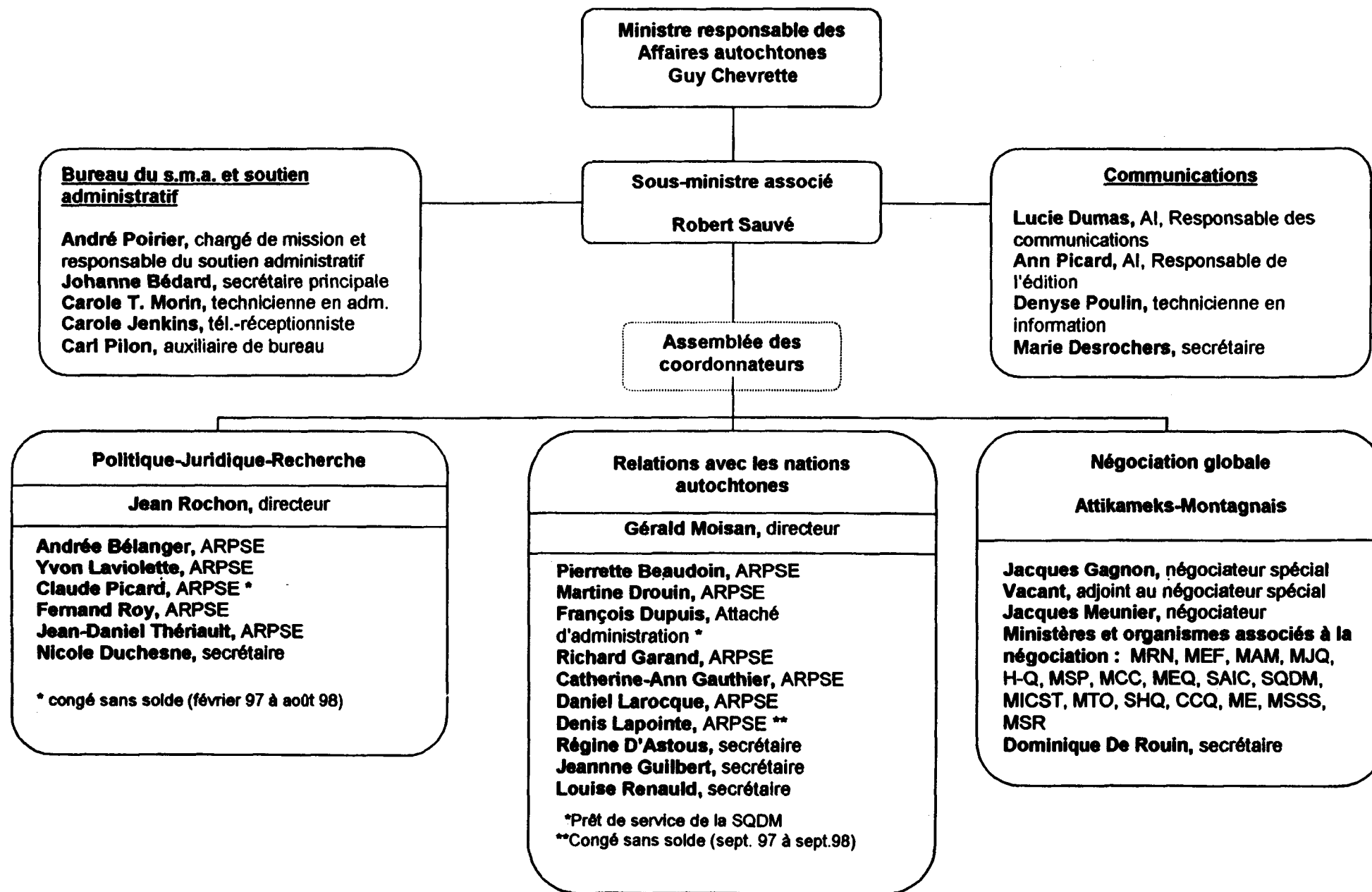
Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

1. Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom et titre du titulaire.

RÉPONSE: Voir document joint

Organigramme du Secrétariat aux affaires autochtones



ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

2. Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :
- tirage;
 - coût;
 - distribution;
 - imprimeur;
 - copie des publications parues depuis le 1^{er} avril 1997.

RÉPONSE:

Revue Rencontre, numéros de juin 1997, octobre 1997 et mars 1998

Tirage : 25 500 en français et 12 000 en anglais

Coût : 65 566 \$ pour l'édition des numéros de juin et octobre 1997

10 000 \$ pour la traduction des trois numéros réalisée par Les Traductions Roger

Ryan enr., firme inscrite au fichier central des fournisseurs

4 457 \$ pour les pigistes

Distribution : Envois individualisés et en vrac préparés par Postecnik (Québec) inc.

Imprimeur : Imprimerie Canadia inc.

Les Amérindiens et les Inuits du Québec, Onze nations contemporaines

The Amerindians and the Inuit of Québec, Eleven Contemporary Nations

Tirage : 7 650 en français et 2 000 en anglais

Coût : 8 000 \$

Distribution : chefs, maires et organismes autochtones du Québec, ministres, sous-ministres et directeurs de communications du gouvernement du Québec, députés, Tribune de la presse

Imprimeur : Imprimerie Le Renouveau inc.

Déboursés, aides et dépenses destinés aux Autochtones pour l'année 1996-1997

Tirage : 250

Coût : 959 \$ pages intérieures reprographiées, pages couvertures imprimées par l'imprimerie La Renaissance

Distribution : chefs, maires et organismes autochtones du Québec, coordonnateurs ministériels aux affaires autochtones

Partenariat, Développement, Actions

Partnership, Development, Achievement

Tirage : 5 000 en français et 2 000 en anglais

Coût : 13 000 \$

Distribution : chefs, maires et organismes autochtones du Québec, ministres, sous-ministres et directeurs de communications du gouvernement du Québec, députés, Tribune de la presse

Imprimeur : Imprimerie Le Renouveau

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01

3. Liste des voyages hors Québec depuis le 1^{er} avril 1997 :

- endroit et dates du départ et du retour;
- but du voyage;
- personnes rencontrées;
- coût;
- noms des ministres, députés, personnel de cabinet et fonctionnaires concernés (avec leur titre);
- pour les organismes, noms des dirigeants et fonctionnaires concernés;
- bilan et résultat des rencontres.

RÉPONSE:

Yellowknife 18 au 23 août 97	Rencontre sur la mise en œuvre des revendications territoriales globales	3 585,22\$	Robert Sauvé	Sous-ministre associé
Winnipeg 18 novembre 97	Réunion des p.m. et leaders autochtones	1 657,95\$ (2)	Robert Sauvé Andrée Bélanger	Sous-ministre associé Agente de recherche
Vancouver 11 au 15 février 98	Colloque sur le jugement de la Cour suprême du Canada dans l'affaire Delgamuukw c. Colombie-Britannique	2 200 \$	Jean-Daniel Thériault	Agent de recherche

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

4. Liste des dépenses en publicité et des articles promotionnels :

- les sommes dépensées pour l'exercice 1997-1998
et les prévisions pour 1998-1999;
- ventilation des dépenses par type de média;
- les noms des fournisseurs;
- le but visé par chaque dépense.

RÉPONSE:

Fournisseur : Société de communication Akikamekw-Montagnais (SOCAM)
Sommes dépensées en 1997-1998 : 517,65 \$
Mandat: Messages sur les ondes des radios communautaires autochtones

Fournisseur : Besum communications
Sommes dépensées en 1997-1998 : 507,29 \$
Mandat : Annonce dans l'Annuaire téléphonique des Cris de la Baie-James

Le SAA n'est pas en mesure de fournir de prévisions pour 1998-1999.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

5. Liste des sondages effectués durant l'exercice financier 1997-1998 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent:
- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie du questionnaire et du résultat.

RÉPONSE:

Aucun sondage n'a été effectué pour le Secrétariat durant l'exercice financier 1997-1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

6. Liste des études commandées durant l'exercice financier 1997-1998 à la demande du ministère ou de l'organisme :
- liste et coût;
 - copie des soumissions;
 - copie des études.

RÉPONSE:

Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

7. Liste des contrats de moins de 25 000 \$ octroyés par le ministère ou l'organisme depuis le 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998 en indiquant:

- le nom du professionnel (le) ou de la firme
(était-ce le plus bas soumissionnaire?)
- le mandat et le résultat (rapport ou document final);
- le coût;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique
sur invitation ou contrat négocié).

RÉPONSE: Voir document joint.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
LISTE DES CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS À DES FIRMES ET
À DES PROFESSIONNELS(LES) DU 1^{ER} AVRIL 1997 AU 31 MARS 1998

ANNEXE 7

NOMS	MANDAT	MONTANT
Assemblée Mamu Pakatatau Mamit	Service de traduction aux réunions tenues dans le cadre des négociations globales Atikamekw/Montagnais	10 000,00 \$
Beaulieu, Solange	Réaliser un article et reportage photo sur l'implantation de garderies en milieu autochtone pour la revue Rencontre	569,42 \$
Charest , Lucie	Réaliser un reportage écrit sur la communauté algonquine de Winneway (9 feuillets)	700,00 \$
Delage, Denys	Présentation d'une rétrospective historique des Autochtones et de leurs relations avec les non-Autochtones.	250,00 \$
Gonzales, Félix A.	Prêt de photos pour la revue Rencontre – Pêche saumon chez les Micmacs	90,00 \$
Goulet, Jean	Réaliser un reportage photo sur la communauté algonquine de Winneway	303,00 \$
Graphissimo	Conception graphique de la publication intitulée Partenariat, Développement, Actions, versions française et anglaise	4 077,50 \$
Graphidée	Infographie de deux panneaux d'identification (servant aux expositions du SAA)	165,00 \$
Groupe Cartier	Travail de conception et de réalisation de sérigraphies servant aux expositions du SAA	558,00 \$
Indiana Marketing	Conception et réalisation de l'identification du Jour national des peuples autochtones	230,00 \$
Jean Guenette Enr.	Réaliser des articles et reportages photos sur le saumon de Listuguj pour la revue Rencontre	1 130,00 \$
Leblanc, Patrice	Présentation sur l'intégration d'étudiants autochtones aux études post-secondaire	350,00 \$
Roy, Bernard	Réaliser un article sur le diabète chez les Autochtones pour la revue Rencontre	225,00 \$
Sarrazin, Marisol	Réaliser des jeux pour la Revue Rencontre (3 mandats, 310 \$ chacun)	930,00 \$
Traductions Roger Ryan enr.	Traduire en langue anglaise, des lettres, documents, textes de la revue Rencontre	10 000,00 \$
Washkapitau, cercle de la parole	Réaliser un article et reportage photo sur les troubles de langage chez l'enfant – Revue rencontre	510,00 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

8. Liste détaillée des contrats qui, depuis le 1^{er} avril 1997 ont fait l'objet d'un versement supplémentaire par rapport au montant initial, le montant surplus versé, le montant du contrat initial, les raisons du dépassement et le nom de l'entreprise qui a réalisé le contrat.

RÉPONSE:

Les contrats du SAA n'ont fait l'objet d'aucun versement supplémentaire par rapport au montant initial.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

9. Le montant, pour l'année 1997-1998 de chacune des dépenses suivantes:

- la photocopie;
- la télécopie (fax), si identifiable à même les coûts reliés à la téléphonie;
- la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation;
- les téléavertisseurs;
- le mobilier de bureau;
- les fournitures, tels agendas, valises, dictionnaires calculatrices, stylos ou crayons, boîtes de carton (en identifiant les coûts pour chaque item);
- distributeurs d'eau de source;
- le remboursement des frais de transport;
- le remboursement des frais d'hébergement;
- le remboursement des frais de repas;
- le ressourcement ou préparation à la retraite;
- l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement:
 - a) au Québec b) à l'extérieur du Québec.

RÉPONSE:

Voir document joint

ANNEXE 9

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES DÉPENSES 1997-1998

[illegible]

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

10. La liste de tous les véhicules fournis en indiquant pour chacun:

- la marque et le modèle du véhicule;
- le coût d'acquisition ou de location de l'année de transaction;
- les coûts d'entretien des véhicules (réparation);
- les coûts d'utilisation des véhicules (essence, assurances, immatriculation);
- le nom et le poste du bénéficiaire;
- appels d'offres faits en 1997-1998 et les prévisions 1998-1999.

RÉPONSE:

Le Secrétariat ne fournit pas de véhicule.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

-
11. Pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics sous leur autorité, combien de personnes, dont la cotisation fut payée en 1997-1998 par l'employeur, sont membres de corporations professionnelles, de clubs privés (clubs d'affaires, clubs sociaux, clubs de golf ou autres) et à quelle somme s'élève le montant global payé pour ces cotisations?
- Quelles est la fonction de chaque personne concernée ainsi que le coût de la cotisation à chacun des clubs ou corporations professionnelles (en indiquant le nom des clubs ou de la corporation professionnelle)?

RÉPONSE:

Aucune cotisation à des fins personnelles ne fut payée par le Secrétariat.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

12. Le nombre et la répartition du personnel masculin et féminin, des jeunes de moins de 30 ans, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles (de chaque ministère ou et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) pour les années 1997-1998 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE:

Voir document joint.

Note explicative**Personnel masculin**

1 anglophone: Georges Beauchemin, adm. d'État II

1 autochtone: 1 employé régulier: Claude Picard

Personnel féminin

1 autochtone: 1 employée régulière : Ann Picard

2 anglophones: Carole Jenkins: téléphoniste-réceptionniste
Carole Tremblay Morin: technicienne en administration

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

QUESTION 12

PROGRAMME 02
SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN												PERSONNEL FÉMININ												1997-1998			
	JEUNES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL		JEUNES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		HANDICAPÉS		AUTOCHTONES		TOTAL		NOMBRE TOTAL			%
	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O	R	O		
HORS-CADRES											1														1			
CADRES					1						5														5			
PROFESSIONNELS									1		8										1		6		14			
FONCTIONNAIRES											1						2						9	1	10	1		
OUVRIERS																												
GRAND TOTAL					1				1		15						2				1		15	1	30	1		

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

13. Le nombre et la répartition du personnel qui a bénéficié du Programme de mise à la retraite du gouvernement du Québec (de chaque ministère et pour chacun des organismes relevant de sa compétence) pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...) pour 1997-1998 ainsi que les prévisions pour 1998-1999. Pour chaque catégorie, indiquer le pourcentage par rapport à l'effectif total du ministère ou de l'organisme.

RÉPONSE :

Cette réponse sera fournie par le Secrétariat du Conseil du trésor.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

14. À chacun des mois du dernier exercice budgétaire (1997-1998) pour chaque ministère et organisme, et ce par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc...)
- a) Nombre de jours de congé de maladie pris par le personnel;
 - b) Nombre d'heures supplémentaires de travail réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
 - c) Nombre de jours de vacances pris par le personnel.

RÉPONSE:

Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999
STATISTIQUES SUR LES ABSENCES DU PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL
ASSUJETTI À LA LOI SUR LA FONCTION PUBLIQUE

Question 14
Secrétariat aux affaires autochtones

Cadre supérieur

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles		2.0	6.0	17.0	50.0	15.0	1.0	8.0	14.5	10.0	1.0		124.5	
Heures supplémentaires compensées														
Heures supplémentaires payées														
Maladies														

Professionnel

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles	13.5	15.0	11.0	110.0	60.0	16.5	13.5	1.0	21.0	13.5	9.0	7.0	291.0	
Heures supplémentaires compensées	102.25	54.25	50.50	89.25	11.41	38.41	44.75	88.50	18.00	21.50	2.00		520.82	16 495,93 \$
Heures supplémentaires payées	2.50	27.25	18.00		1.25	17.0	8.50	42.0	8.00	6.00			130.50	3 484,28 \$
Maladies	2.5	8.5	3.0	1.5	1.5	6.0	5.5	2.5	1.5	5.0	1.0			

Personnel de bureau et technicien

ABSENCES	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS	TOTAL	COÛT (\$)
Vacances annuelles		10.0	26.0	64.5	66.0	2.0	2.0		24.0	16.0	2.0		212.5	
Heures supplémentaires compensées		13.41		0.41		2.00	7.25	1.00					24.7	655,68 \$
Heures supplémentaires payées				1.75			12.00	2.50					16.25	315,94 \$
Maladies	12.5	8.5	5.0	3.5	8.5	15.0	6.0	6.0	7.5	11.5	5.5		89.5	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01

15. Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes et ce pour chacun des exercices budgétaires depuis 1993-1994:
- a) Évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emplois (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - b) Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
 - c) Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
 - d) Nombre de postes par catégorie d'emplois et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
 - e) Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
 - f) Nombre de postes occasionnels, temporaires et contractuels.

RÉPONSE:

Voir document joint.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES

QUESTION : 15

CATÉGORIES D'EMPLOI	EFFECTIFS RÉGULIERS AUTORISÉS (A)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT ADDITIONNEL COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE (B)	EMPLOYÉS BÉNÉFICIAANT D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI PRÉVU POUR LA TÂCHE (C)	NOMBRE DE POSTES OCCUPÉS (D)	NOMBRE DE POSTES (F)	
					OCCASIONNELS	TEMPORAIRES
HORS CADRES	1			1		
CADRES SUPÉRIEURS	5			5		
CADRES INTERMÉDIAIRES						
PROFESSIONNELS	15	3	1	14		
TECHNICIENS	2		1	2		
PERSONNEL DE BUREAU	8		2	8	1	
OUVRIERS						
TOTAL	31	3	4	30	1	

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

16. La liste des baux pour les espaces loués par la SIQ en indiquant chacune d'eux:

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1997-1998,
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

RÉPONSE:

Le Secrétariat du Conseil du trésor et la SIQ répondront à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

17. Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 1997-1998 qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles:

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 1997-1998,
la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée et la copie du bail.

RÉPONSE:

Aucun contrat de location d'espace avec des firmes privées en 1997-1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

18. La liste des contrats, quel que soit le montant, attribués en 1997-1998 spécifiquement à des firmes de communication, de recherche ou de relations publiques en indiquant:

- le nom de la firme (était-ce le plus soumissionnaire?);
- le mandat et le résultat du contrat;
- la durée du contrat;
- le coût du contrat;
- le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié).

RÉPONSE:

Voir annexes 4 et 6.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

-
19. La liste des tarifs (droits et permis) en vigueur pour l'exercice financier 1997-1998 en indiquant:
- a. la tarification pour chacun des droits et permis perçus;
 - b. le total des revenus perçus pour chacun des droits et permis exigés;
 - c. pour l'année 1998-1999, la prévision du total des revenus qui seront perçus pour chacun des droits et permis exigés.

RÉPONSE:

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

20. a) La liste du personnel du cabinet du ministre en 1997-1998 en indiquant:
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas,
les honoraires versés;
 - le montant total des indemnités de départ versées;
 - la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la
fonction publique et de quelle masse salariale il relève
- b) Le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet
pour l'exercice 1997-1998.
- c) Le nombre total d'employés au cabinet.

RÉPONSE:

Cette réponse sera fournie par le ministère des Ressources naturelles.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01

21. a) Liste du personnel de la suite sous-ministérielle en 1997-1998 en indiquant pour chaque individu:
- la date de l'entrée en fonction;
 - la date de départ, s'il y a lieu;
 - le titre de la fonction;
 - l'adresse et le port d'attache;
 - la classification;
 - le traitement annuel ou selon le cas, les honoraires versés.
- b) Le montant total des salaires, des honoraires, par la suite sous-ministérielle pour l'exercice financier 1997-1998.
- c) Le nombre total d'employés de la suite sous-ministérielle.

RÉPONSE:

a)

<u>NOM</u>	<u>TITRE</u>	<u>PORT D'ATTACHE</u>	<u>DATE ENTRÉE EN FONCTION</u>	<u>TRAITEMENT</u>
Sauvé, Robert	Sous-ministre associé (617)	Québec	5 mai 1997	91 189 \$
Poirier, André	Chargé de mission (105-0-18)	Québec	21 février 1995	*
Bédard, Johanne	Secrétaire principale (297-5-5)	Québec	Mai 1992	*

b) Le montant total des salaires de la suite sous-ministérielle pour l'année 1997-1998 est de: 199 179 \$

c) Le nombre total d'employés: 3

* Information confidentielle au sens de la Loi d'accès à l'information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

22. Liste des sommes versées en 1997-1998 à même le budget discrétionnaire du: a) ministre b) du ministère ou de l'organisme, en indiquant:

- le nom de l'organisme ou de la personne concernés;
- le montant attribué;
- le projet visé et le résultat.

RÉPONSE:

Voir document joint.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
SUBVENTIONS 1997-1998

ORGANISMES	RAISON	MONTANT
<i>ABENG INC.</i>	Démarrage d'une entreprise autochtone de génie-conseil	1 000,00
<i>ALGONQUIN ANISHINABEG NATION</i>	Jeux olympiques algonquins 1997	3 000,00
<i>ALGONQUINS DE LAC BARRIÈRE</i>	Entente trilatérale	35 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. - RÉGION 01</i>	Dépenses de fonctionnement et projets spécifiques	12 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. - RÉGION 02</i>	Dépenses de fonctionnement	12 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. - RÉGION 03</i>	Dépenses de fonctionnement et projets spécifiques	8 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. - RÉGION 04</i>	Dépenses de fonctionnement et projets spécifiques	12 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC INC. - RÉGION 05</i>	Dépenses de fonctionnement et projets	12 000,00
<i>ALLIANCE AUTOCHTONE DU QUÉBEC- LOCAL 34</i>	Rénovation d'un bâtiment - centre communautaire	2 000,00
<i>ARTISANAT MICHEL SIOUI</i>	Projet de restructuration de l'entreprise	5 000,00
<i>ASS. QUÉBÉCOISE EDUCATION RELATIVE ENV. (AQPERE)</i>	Participation autochtone au forum Planèt'ERE	2 500,00
<i>ASSOCIATION D'AFFAIRES DES PREMIERS PEUPLES (L')</i>	Étude d'opportunité du centre d'affaires et culture aut.	10 000,00
<i>ASSOCIATION D'AFFAIRES DES PREMIERS PEUPLES (L')</i>	Colloque Commission royale - 12-13 nov.	20 000,00
<i>ASSOCIATION DES MÉTIS ET INDIENS HORS RÉSERVES</i>	Dépenses de fonctionnement et projets	12 000,00
<i>ASSOCIATION DES MÉTIS ET INDIENS HORS RÉSERVES</i>	Projet SEMAQ (banque de données sur main-d'œuvre)	3 000,00
<i>ASSOCIATION PROVINCIALE DES TRAPPEURS INDÉPENDANTS</i>	Salon provincial du trappeur et de la fourrure 98	1 500,00
<i>ATELIERS AUDIO-VISUELS DU QUÉBEC (LES)</i>	Réalisation série télé - Arthur Lamothe	3 500,00
<i>CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE MONTRÉAL</i>	16e Pow wow traditionnel du Centre	2 000,00
<i>CENTRE D'AMITIÉ AUTOCHTONE DE QUÉBEC</i>	Préparation d'une série de tableaux pour expo	500,00

<i>CENTRE D'AMITIÉ DE LA TUQUE INC.</i>	Mise sur pied d'un centre d'interprétation de la culture	20 000,00
<i>CENTRE DE RESSOURCES AJIGWON</i>	Lancement de l'exposition La diversité des horizons	600,00
<i>CENTRE DE RESSOURCES AJIGWON</i>	Promotion d'une artiste autochtone de Lanaudière	1 000,00
<i>CENTRE D'ÉDUCATION INTERCULTUREL. ET COMPRÉ. INTERNATIONALE</i>	Plan d'action de l'organisme	2 000,00
<i>CHARLES VIEN</i>	Soutenance d'une thèse de doctorat en Europe	1 000,00
<i>COLLÈGE SAINT-ALEXANDRE</i>	Projet d'immersion chez les Algonquins Lac-Barrière	1 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE ABITIBIWINNI</i>	Participation aux activités - Maison des jeunes Pidaban	5 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE ABITIBIWINNI</i>	Engagement d'un animateur à la maison des jeunes	3 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE BETSIAMITES</i>	Projet d'art dramatique	1 500,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE BETSIAMITES</i>	Part. conférence internationale sur le diabète à San diego	500,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE BETSIAMITES</i>	Programme Défi-Aventure Québec-Caraïbes	1 500,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE KITCISAKIK</i>	Projet d'approvisionnement en eau potable	7 250,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE LA ROMAINE</i>	Tournoi Orange de volley-ball à Sept-Iles	500,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE LONGUE-POINTE</i>	Promotion d'une artiste autochtone de Winneway	1 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE MINGAN</i>	Pow wow annuel de la communauté montagnaise	1 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE MINGAN</i>	Déplacements vers les villes affiliées - hockey mineur	2 000,00
<i>CONSEIL DE BANDE DE NATASHQUAN</i>	Tournoi Orange de volley-ball à Sept-Iles	500,00
<i>CONSEIL DE BANDE DES MALÉCITES DE VIGER</i>	Fête populaire pour la population de Rivière-du-Loup	1 000,00
<i>CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW</i>	Formation en gestion	24 100,00
<i>CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW</i>	Participation d'Autochtones à une exposition en France	1 500,00
<i>CONSEIL DE LA NATION HURONNE-WENDAT</i>	Fêtes du tricentenaire de Wendake	20 000,00
<i>CONSEIL DE LA NATION MICMAQUE DE GESPEG</i>	Réalisation phase 1 - aménagement des ressources fauniques	5 000,00
<i>CONSEIL DES ABÉNAQUIS DE WÔLINAK</i>	Projet d'amérindianisation - Sylvie Bernard	1 000,00
<i>CONSEIL DES ATIKAMEKW DE MANAWAN</i>	Participation tournée d'une pièce de théâtre Saskiptitcikan	2 000,00
<i>CONSEIL DES ATIKAMEKW WEMONTACI</i>	Projet de construction d'équipements légers - loisir	4 000,00
<i>CONSEIL DES JEUNES DE LA NATION CRIE</i>	Projet "Expédition en canot - 1997"	2 000,00
<i>CONSEIL DES MOHAWKS D'AKWESASNE</i>	Recherche sur un site archéologique	2 000,00
<i>CONSEIL DES MONTAGNAIS DE MINGAN</i>	Projet de formation de couture de base	2 000,00
<i>CONSEIL DES MONTAGNAIS DE NATASHQUAN</i>	Frais reliés aux équipes de hockey mineur	3 000,00
<i>CONSEIL DES MONTAGNAIS DE SCHEFFERVILLE</i>	Projet Sur les traces de nos ancêtres	2 000,00
<i>CONSEIL DES MONTAGNAIS ESSIPIT</i>	Pow-wow annuel	1 500,00
<i>CONSEIL INDIEN D'OBEDIJWAN</i>	75e anniversaire de la communauté d'Obedjiwan	1 500,00
<i>CONSEIL INNU TAKUAIKAN UASHAT MAK MANI-UTENAM</i>	Maison de la culture	50 000,00

CONSEIL INNU TAKUAIKAN UASHAT MAK MANI-UTENAM	Coûts reliés à l'enquête publique Commission Roberge	50 000,00
CORPORATION CULTURELLE MAMU	Concours de musique autochtone	15 000,00
CORPORATION DES FETES DU 350E	Fêtes commémorant les 350 ans du Lac-Saint-Jean	3 000,00
CORPORATION MÉDIATIQUE TEUEHIKAN	Achat d'équipement pour la radio communautaire	2 000,00
CORPORATION MUNICIPALE DE KUUJUAARAAPIK	Jeux d'été de l'Est de l'Arctique	2 000,00
DREAMSTAR ORIGINALS	Micro-entreprise d'artisanat à Listuguj	1 000,00
ÉCOLE ARSANIQ	Projet voyage d'étudiants de Kangiqsujuaq au Groenland	1 500,00
ÉCOLE OLAMEN	Galas Méritas de l'école Olamen La Romaine	300,00
ÉCOLE SECONDAIRE ANDRÉ-LAURENDEAU	Journée de rencontre amérindienne	500,00
ÉCOLE SECONDAIRE HONORÉ-MERCIER	Projet de sensibilisation à la réalité autochtone	500,00
ÉCOLE SECONDAIRE MARCELLIN-CHAMPAGNAT	Journée de rencontre amérindienne	200,00
ÉDITIONS INO ENR. (LES)	Production d'un manuel scolaire	2 000,00
EKOHAWK	Projet d'élevage de perchaudes	36 700,00
ÉVÊCHÉ DE SAINT-JÉRÔME (L')	Grand rassemblement "Femmes d'ici, pour une société"	3 000,00
FÉDÉRATION DES COOPÉRATIVES DU NOUVEAU-QUÉBEC	Installer des décodeurs dans les communautés inuites	5 000,00
FÉDÉRATION PROVINCIALE AUTOCHTONE	Projet de diffusion de la culture autochtone	3 000,00
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	Violence familiale	28 500,00
FEMMES AUTOCHTONES DU QUÉBEC INC.	Dépenses de fonctionnement	110 000,00
FERME DOMINIQUE BOURASSA (LA)	Mise sur pied d'une ferme d'élevage de cerfs rouges	2 000,00
FRANCOIS BELLEFLEUR	Projet de développement touristique	3 000,00
FUMOIRS DU FJORD INC. (LES)	Aide à l'exportation sur le marché américain, (poissons)	2 000,00
GENEVÈVE MCKENZIE	Développement de carrière auteur-compositeur-interprète	1 500,00
GROUPE CLEARY (LE)	Congrès Nikan et Forum Planèt'ERE	6 000,00
GROUPE DE RECHERCHE SUR L'HISTOIRE (UQUAC)	Projet novateur dans le domaine des langues ancestrales	2 000,00
INNU OMNISPORT INC.	Tenue d'une kermesse à Uashat-Maliotenam	1 000,00
INSTITUT CULTUREL ET ÉDUCATIF MONTAGNAIS (L')	Publication d'un livre sur les oiseaux	900,00
IONKWA'NONHSTE NE KANEHSATAKE	Projet de protection de la culture traditionnelle	15 000,00
JEUX AUTOCHTONES 1997 KAHNAWAKE	Jeux autochtones nord-américains	6 000,00
JEUX AUTOCHTONES INTERBANDES	Partenariat avec les nations autochtones	20 000,00
JIMMY SANDY MEMORIAL SCHOOL	Programme d'échange étudiants/ainés école naskapie	2 000,00
KAHNAWAKE BID COMMITTEE	Jeux autochtones nord-américains 2002	7 500,00
LINDA COLLIN PICARD	Participation à la production d'un démo de 6 chansons	500,00
MARTIN INTERNATIONAL INC.	Pavillon autochtone au Salon int. Monde des affaires-Mtl	2 000,00

MARTIN INTERNATIONAL INC.	Salon Monde des Affaires - Québec 22 au 25 janvier 98	2 000,00
MUSÉE DE LA CIVILISATION	Réalisation de l'expo sur les cultures autochtones-Rennes	10 000,00
MUSÉE DES ABÉNAKIS D'ODANAK	Frais reliés à deux festivals en France	1 500,00
NATION CRIE DE WEMINDJI	Programme local des sports d'été	1 000,00
OAXACA/KAHNAWAKE	Projet OK d'écriture livre sur la vie de June Delisle	500,00
PRODUCTIONS MUSICALES HORIZON	Production d'un démo en studio	1 000,00
QULUUTUQ SUMMER CAMP COMMITTEE	Tenue d'un camp d'été à Quaqtaq	1 000,00
RADIO KUSAHPETSHEKEN CKAU	Création d'un journal régional	2 000,00
REGROUPEMENT CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QC	Réalisation d'un projet de recherche	33 550,00
REGROUPEMENT CENTRES D'AMITIÉ AUTOCHTONES DU QC	Dépenses de fonctionnement	80 000,00
SECRÉTARIAT DE L'ASSEMBLÉE DES PREMIÈRES NATIONS DU QC	Projet Conférence 98 Commission sur le dév. des ressources humaines	15 000,00
SERVICES DE TRADUCTION DU NORD ENR.	Frais de traduction reliés à la conférence CANDO	2 500,00
SOCIÉTÉ TOURISTIQUE INNU	Salon national Grand Air, Rendez-vs 98	10 000,00
TERRES EN VUES	Soutien dépenses de fonctionnement	20 000,00
TRADITIONAL ACCORDION RECORDING PROJECT - INUIT	Enregistrement de musique traditionnelle inuite	1 500,00
UNIVERSITÉ LAVAL	Projet Chaire Louis-Edmond Hamelin	50 000,00
WEMONTACI KITOTAKAN INC.	2e édition des fêtes de la chanson Atikamekw	1 000,00
WINNEWAY FORESTRY AUTHORITY	Achat de deux chevaux - coupes forestières	5 000,00
WINNEWAY KITIGAN	Projet de développement économique (productions agricoles)	7 500,00
YOLANDE OKIA PICARD	Part. à divers projets d'activités culturelles en France	500,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

23. Liste des crédits périmés par programmes et par éléments pour l'exercice financier 1997-1998.

RÉPONSE:

Le Secrétariat aux affaires autochtones prévoit des crédits périmés de l'ordre de 716,7 \$ pour l'exercice financier 1997-1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

-
24. La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 1997-1998 dans le cadre des divers programmes à frais partagés; pour chacun de ces programmes, description sommaire du mode de subvention.

RÉPONSE:

Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

-
25. Bilan à jour des mesures contenues dans le Plan stratégique du Grand Montréal relevant du ministère ou d'un organisme sous sa juridiction.

RÉPONSE:

La réponse sera fournie par le ministre d'État à la Métropole.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

-
26. Prévisions pour 1998-1999 des crédits alloués pour chacun des ministères et des organismes publics et parapublics qui participent au plan d'action gouvernemental visant le redressement de la métropole.

RÉPONSE : Ne s'applique pas.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

27. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux deux Sommets socio-économiques et aux activités de suivi en indiquant :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location de salles de réunion, de bureaux;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateur, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

28. Liste du personnel libéré pour les négociations dans la fonction publique:

- la masse salariale prévue à cet effet;
- le nombre de jours par employé prévus.

RÉPONSE:

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

29. Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) en indiquant:

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- date de la mise en disponibilité.

RÉPONSE:

Le Secrétariat du Conseil du trésor répondra à cette question.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

30. Liste du personnel hors structure par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires etc...) rémunéré par le ministère qui n'occupe aucun poste dans ce ministère:

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

RÉPONSE:

Beauchemin, Georges
Administrateur d'État II (619)
91 006 \$
Directeur des négociations
03.95

Monsieur Beauchemin est prêté au ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

31. La liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

-
32. La liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère:

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire.

RÉPONSE:

M. François Dupuis est prêté au SAA par la Société québécoise de développement de la main-d'oeuvre (SQDM) depuis le 19 juin 1995.

Direction des Relations avec les nations autochtones

Salaire: Selon la classification d'attaché d'administration (corps 111, échelon 18)

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

33. Liste des cadres et hauts fonctionnaires (administrateurs d'état) qui ont démissionné, qui ont été réaffectés, ou mis à pied:

- salaire;
- date du changement;
- primes de séparation;
- assignation initiale;
- assignation actuelle.

RÉPONSE:

Aucun cadre n'a démissionné, a été réaffecté ou mise à pied. En ce qui concerne les administrateurs occupant des emplois supérieurs, i.e. sous-ministre, sous-ministre adjoint, sous-ministre associé, dirigeant d'organisme, la réponse sera donnée par le ministère du Conseil exécutif.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

34. Liste du personnel par catégorie d'emplois (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant:
- salaire de la personne;
 - montant reçu du régime de retraite.

RÉPONSE:

Information confidentielle au sens de la Loi d'accès à l'information.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

-
35. Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle) dont ils se sont départis au cours de l'année 1995-1996, 1996-1997 et 1997-1998, dans chacun des cas, préciser où ce matériel a été acheminé (recyclage, destruction, vente, don, etc).

RÉPONSE :

Voir document joint.

LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE DÉCLARÉ SURPLUS

QUANTITÉ	DESCRIPTION
1	Micro-ordinateur Philipps modèle 386 P-3345-004, - série B4038972
3	Micro-ordinateurs portatifs 386 modèle Magnavox Metalis série : SX-2086737752 855917739132 855917469132
1	Moniteur Comtern affichage VGA noir et blanc SM-200 série :8824037418
1	Moniteur Magnavox affichage CGA noir et blanc, modèle TTX CGA TTX-14S2FU série :21210545
1	Moniteur VGA affichage noir et blanc TTX-7562GM série :2E1-61006082
1	Moniteur modèle TTX-3402 série :4630018480, défectueux
1	Moniteur Magnavox, modèle 7BM7490741, affichage CGA noir et blanc – série :65979055
1	imprimante Hewlett-Packard, modèle Deskjet à jet d'encre, série :2835A02925
1	Clavier Philipps modèle P-2814-018, clavier PS1 100 touches, série :A1337DC9120
1	Concentrateur Arcnet SMC- modèle 720-147 Ancien réseau Arcnet série : K910615041

L'équipement informatique déclaré en surplus est transmis à la Direction des systèmes informatiques du Ministère des ressources naturelles qui en dispose de la façon suivante :

Équipement défectueux :

- récupération de pièces pouvant être utilisées dans la réparation des équipements du parc informatique du MRN.

Équipement fonctionnel :

- Transmission de ces équipements aux Services gouvernementaux, section Approvisionnement du Secrétariat du Conseil du trésor qui les remet au ministère de l'Éducation en prévision de leur réutilisation au sein du réseau scolaire.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

36. Liste du personnel permanent, contractuel ou occasionnel libéré ou embauché pour quelque opération reliée directement ou indirectement aux activités des commissions Doyon, Nicolet (Saguenay et verglas), Corbo, Bellemarre, O'Bready, Poitras, Fiscalité et le financement des services publics, en indiquant de façon distincte pour chacun des items précités :

- le poste occupé;
- le port d'attache;
- le salaire ou honoraires;
- la durée et la nature du mandat ou du contrat;
- les frais de déplacement, d'hébergement et de repas;
- les coûts de location des bureaux, salles de réunion ou d'audition;
- les frais de bureautique, papeterie, ordinateurs, téléphones cellulaires et autres frais généraux.

RÉPONSE :

Aucun

SECTION 3

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- | | | |
|------|---|------------|
| 103. | Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1997-1998. | Annexe 103 |
| 104. | Ventilation des budgets 1997-1998 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones. | Annexe 104 |
| 105. | Liste des négociations actuelles entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, notamment en ce qui concerne les Attikameks, les Montagnais, les Mohawks et les Inuits, et détails sur:

a) l'objet des négociations;
b) dates des rencontres;
c) l'échéancier des négociations;
d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
e) nom du négociateur pour le gouvernement, et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement aux négociations. | Annexe 105 |
| 106. | Liste et dates des rencontres qui ont eu lieu en 1997-1998 entre le gouvernement et les différentes communautés autochtones, dossiers discutés et liste des personnes présentes. | Annexe 106 |
| 107. | Ventilation des sommes investies en 1997-1998, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones et inuites, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socio-culturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire. | Annexe 107 |
| 108. | Dépôt des ententes conclues par les différents ministères et les nations autochtones ou les Conseils de bande en 1997-1998. | Annexe 108 |
| 109. | Dépôt des contrats de services des négociateurs avec, pour chacun, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport. | Annexe 109 |
| 110. | Liste et copie des études et sondages commandés par le gouvernement concernant les nations autochtones, sommes dépensées pour chaque étude ou sondage et indiquer quel ministère ou organisme a payé pour l'étude ou sondage. | Annexe 110 |
| 111. | Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones. | Annexe 111 |

112.	Implication du Secrétariat dans le dossier du mega-complexe de serres de 30 acres à Kahnawake :	Annexe 112
	a) état des négociations; b) programme financier; c) évaluation du projet.	
113.	Implication du Secrétariat dans le dossier du complexe touristique à Kahnawake.	Annexe 113
	a) état des négociations; b) programme financier; c) évaluation du projet.	
114.	Implication du Secrétariat dans les dossiers de casino présentés par différentes communautés, principalement celle de Kahnawake :	Annexe 114
	a) état des négociations; b) programme financier; c) évaluation du projet.	
115.	Politique du Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux transports. Existe-t-il une approche multisectorielle ?	Annexe 115
116.	État de situation du dossier concernant le prolongement de la voie réservée au transport en commun entre le rond-point Bédard, sur la réserve de Kahnawake et le boulevard Saint-Francis, à Châteauguay.	Annexe 116
117.	Actions posées et crédits dépensés suite au rapport Coutu sur la justice en milieu autochtone. Échéancier et prévisions budgétaires.	Annexe 117
118.	Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.	Annexe 118
119.	Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du ministère.	Annexe 119
120.	Rapport, avis et études sur la réaction des autorités du Secrétariat au Rapport Érasmus-Dussault.	Annexe 120
121.	Rapport, avis et études sur la réaction des autorités du Secrétariat au jugement Delgamuukw.	Annexe 121
122.	Liste des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le « combat extrême » (passés et futurs).	Annexe 122

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

103. Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats, en 1997-1998.

RÉPONSE:

La réponse à cette question sera fournie par la SIQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

104. Ventilation des budgets 1997-1998 accordés au Secrétariat aux affaires autochtones et dépenses de transferts aux organismes ou associations autochtones.

RÉPONSE:

Voir document annexé pour la ventilation des budgets 1997-1998, les dépenses de transfert sont à l'annexe 22.

SECRÉTARIAT AUX AFFAIRES AUTOCHTONES
VENTILATION DES BUDGETS 1997-1998 (PR 02 ÉLÉM 01)

Budget 1997-1998**Fonctionnement – Personnel**

01 Traitements

2 042 300 \$

Total :

2 042 300 \$

Fonctionnement – Autres dépenses

03 Communications : frais de voyages, publications gouvernementales, expositions, réunions, frais de représentations etc.

463 000 \$

04 Services : traducteurs, réceptions, pigistes, contractuels, impression, etc.

530 300 \$

05 Entretien et réparations du matériel de bureau

5 000 \$

06 Location : photocopieur, appareils de bureau et locaux

300 000 \$

07 Fournitures et approvisionnement : articles et matériel de bureau

20 000 \$

11 Autres dépenses

1 000 \$

Total :

1 319 300 \$

Capital

08 Matériel et équipement : équipement de bureautique

16 500 \$

Transfert

25 Dépenses de transfert

829 900 \$

Total :

4 208 000 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

105. Liste des négociations actuelles entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et les différentes communautés autochtones, notamment en ce qui concerne les Atikameks, les Montagnais, les Mohawks et les Inuits et détails sur :

- a) l'objet des négociations;
- b) dates des rencontres;
- c) échéancier des négociations;
- d) les revendications territoriales acheminées officiellement au gouvernement;
- e) nom du négociateur pour le gouvernement, et liste de toutes les personnes présentes pour le gouvernement aux négociations.

RÉPONSE (au 16 mars 1998) :

Les principales négociations en cours entre le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada et des nations autochtones sont les suivantes : les revendications territoriales des Atikamekw dans le Haut St-Maurice, les revendications territoriales des Montagnais au Labrador, sur la Côte Nord et au Saguenay – Lac-St-Jean, la mise sur pied d'une assemblée d'élus et d'un gouvernement autonome au Nunavik – nord du 55° parallèle (pour parler avec les Inuits).

NEGOCIATION AVEC LES ATIKAMEKW

- a) Objet : revendication territoriale globale;
- b) Tables centrales de négociation tenues:
 - en 1996 : 5 tables,
 - en 1997 : 6 tables,
 - en 1998 : 1 table.

Il convient d'ajouter à ces tables principales, des tables sectorielles qui se sont tenues durant les vingt sept derniers mois dans les domaines suivants : Éducation (8), Services sociaux (6), Santé (6) ainsi que Justice (5).

- c) Échéancier pour la conclusion de l'entente de principe : décembre 1998;
- d) Thèmes négociés ou en phase d'analyse : les thèmes de négociation qui ont fait l'objet d'accord aux tables sont les suivants : Éducation et Services sociaux. Les négociations des secteurs Justice et Santé ont été suspendues à la demande des Atikamekw qui ont l'intention de déposer une proposition d'entente de principe complète en avril 1998.

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

e) Responsable de la négociation et personnes ressources associées au processus:

M. Jacques Gagnon agit en tant que négociateur spécial du Québec. Celui-ci coordonne le travail à chacune des tables de négociation pour la partie Québec. Il est secondé par MM. Jacques Meunier et Yvon Laviolette du SAA, ainsi que par un certain nombre de répondants ministériels dans les dossiers autochtones dont : Louis Aubry (MEF), André Bernier (MF), Michel Blais (H-Q), Jean-François Gravel (MRN), Pierre-Christian Labeau (MAM), Éric Thérout (MJQ).

NÉGOCIATION AVEC LES MONTAGNAIS

Les communautés montagnaises sont divisées en deux blocs : le Regroupement Mamit Innuat et le Conseil Tribal Mamuitun. Une communauté, Matimékosh (Schefferville), est demeurée pour le moment à l'écart de la négociation.

a) Objet : Revendication territoriale globale;

b) Tables de négociation tenues avec chacun des blocs :

- Mamit Innuat : en 1996 : 6 tables, en 1997 : 6 tables et en 1998 : 3 tables.
- Conseil tribal Mamuitun : en 1996 : 7 tables, en 1997 : 5 tables et en 1998 : 3 tables.

c) Échéancier pour la conclusion d'une entente de principe avec les deux groupes montagnais : le mois de décembre 1998 est aussi privilégié par les parties;

d) Thèmes qui ont fait l'objet d'une négociation ou qui ont été abordés avec :

➤ Regroupement Mamit Innuat :

- dispositions générales;
- citoyenneté innu;
- pouvoirs des gouvernements innu : culture, langue, services et travaux publics, éducation, santé et services sociaux, ordre, paix et sécurité publique, administration de la justice, développement économique;
- secteurs d'activités en phase de négociation : environnement, régime des terres.

➤ Conseil tribal Mamuitun

- dispositions générales;
- régime territorial;
- juridictions et pouvoirs généraux et spécifiques dans des secteurs tels : environnement, éducation, santé et services sociaux, sécurité publique, justice, culture...
- secteurs d'activités qui seront abordés prochainement: Droit aux ressources naturelles et Codes de pratique et d'intervention.

e) Responsable de la négociation et personnes ressources associées au processus:

M. Jacques Gagnon agit en tant que négociateur spécial du Québec. Celui-ci coordonne le travail à chacune des tables de négociation pour la partie Québec. Il est secondé par MM Jacques Meunier et Yvon Laviolette du SAA, ainsi que par un certain nombre de répondants ministériels dans les dossiers autochtones dont : Louis Aubry (MEF), André Bernier (MF), Michel Blais (H-Q), Jean-François Gravel (MRN), Pierre-Christian Labeau (MAM), Eric Thérout (MJQ).

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

NÉGOCIATIONS SUR LA MISE EN PLACE D'UNE ASSEMBLÉE D'ÉLUS ET D'UN GOUVERNEMENT AUTONOME AU NUNAVIK – NORD DU 55^e PARALLÈLE (POURPARLERS AVEC LES INUITS)

- a) Objet des négociations : établissement d'un processus menant à la création d'une institution publique (assemblée d'élus et gouvernement autonome) regroupant les organismes nordiques publics actuels.
- b) Rencontres tenues : six rencontres exploratoires tenues entre les représentants du Québec (SAA), du gouvernement fédéral (MAINC) et de la partie inuite (Société Makivik) depuis décembre 1997.
- c) Échéancier : les parties visent la conclusion d'un premier accord politique d'ici la fin du printemps. Cet accord prévoit la mise sur pied d'une commission tripartite (Québec, Nunavik, fédéral) dont le mandat serait de proposer aux trois parties un projet concret d'une assemblée d'élus et d'un gouvernement au Nunavik : la commission aurait une échéance de six à 8 mois pour élaborer ces propositions.

Une fois que la commission a déposé son rapport, l'accord politique prévoit ensuite une période de négociations de six mois durant laquelle les parties viseraient à en venir à une entente finale et prendraient comme base de discussion le rapport de la commission.

- d) Thèmes négociés : l'accord politique en cours de négociation porte sur la détermination de principes fondamentaux servant à baliser le mandat de la commission, la composition de cette commission, le contenu de son mandat, son échéancier de travail et son mode de financement.

Par ailleurs, il ne s'agit pas de revendications territoriales globales, mais d'un projet d'autonomie gouvernementale sur les territoires de la Convention de la Baie James et du Nord québécois.

- e) Responsables des négociations : le SAA est présentement responsable des pourparlers concernant l'accord politique, dans le cadre d'un mandat que lui a confié le Conseil des ministres en septembre 1997.

Aucun négociateur n'a encore été désigné. Par ailleurs, les ministères et organismes pouvant être associés à cette négociation sont : MAM, min. Régions, MÉQ, MSSS, MSP, MJQ, MTQ, SHQ, MF, MEF, MRN, MCC.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

106. Liste et dates des rencontres qui ont eu lieu en 1997-1998 entre le gouvernement et les différentes communautés autochtones, dossiers discutés et liste des personnes présentes.

RÉPONSE:

- Cette information n'est pas disponible au niveau du gouvernement. Le SAA n'est pas en mesure d'effectuer cette recherche au niveau de tous les ministères et organismes du gouvernement du Québec, et ne peut donc pas répondre à cette question.
- En ce qui concerne le Secrétariat aux affaires autochtones, ces rencontres sont des activités courantes et journalières qui ne sont pas colligées pour statistiques.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

107. Ventilation des sommes investies en 1997-1998, par chacun des ministères et organismes, dans chacune des communautés autochtones et inuites, ou octroyées à des membres de celles-ci pour le développement communautaire, économique et socio-culturel, en vertu de l'application d'une loi, d'un programme, d'un décret ou d'un contrat, ou versées de façon discrétionnaire.

RÉPONSE:

Déboursés, aides et dépenses destinés aux Autochtones pour l'année 1996-1997

La compilation des données pour l'année financière 1997-1998 ne sera disponible qu'à l'automne 1998.

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

108. Dépôt des ententes conclues par les différents ministères et les nations autochtones ou les Conseils de bande en 1997-1998.

RÉPONSE :

Ententes signées par le ministre responsable des Affaires autochtones

- 97.05.21 Entente concernant les services de police sur le territoire de Kahnawake intervenue entre le Conseil mohawk de Kahnawake, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec.
- 97.06.02 Entente concernant le maintien d'un corps de police dans le territoire de la communauté de Betsiamites entre le Conseil de Betsiamites et les gouvernements du Canada et du Québec.
- 97.08.06 Lettre d'entente concernant les services de police d'Akwesasne intervenu entre le Conseil mohawk d'Akwesasne, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Québec.
- 97.09.09 Entente spécifique sur le développement des ressources minérales du territoire de Nunavik intervenue entre le gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik et le Conseil régional de développement Kativik.
- 97.09.09 Entente-cadre de développement de la région Nord-du-Québec (volet se rapportant au territoire Kativik) intervenue entre le Conseil régional de développement Kativik, le Conseil régional Nord-du-Québec et le gouvernement du Québec.
- 97.09.11 Protocole politique relatif à la négociation d'une entente de principe entre Atikamekw Sipi (Conseil de la nation atikamekw), le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada.
- 98.03.27 Entente de mise en œuvre du protocole du 23 mai 1995 entre le gouvernement du Québec et le Grand conseil des Cris (EEyou Istchee)

**ENTENTE CONCERNANT LES SERVICES DE POLICE
SUR LE TERRITOIRE DE KAHNAWAKE
POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} AVRIL 1997 AU 31 MARS 1998**

CONSIDÉRANT que le gouvernement du Canada (ci-après désigné « le Canada »), le gouvernement du Québec (ci-après désigné « le Québec ») et le Conseil Mohawk de Kahnawake (ci-après désigné « Kahnawake ») ont examiné et accepté les recommandations contenues dans les rapports no 1 et 2 du Comité de liaison du corps de police de Kahnawake, soumis respectivement les 7 mars 1997 et 23 avril 1997;

CONSIDÉRANT que le Canada, le Québec et Kahnawake veulent conclure une nouvelle entente; et

CONSIDÉRANT que le Canada, le Québec et Kahnawake consentent à intégrer dans la présente entente les termes de l'Entente concernant les services de police sur le territoire de Kahnawake conclue le 11 septembre 1995 (ci-après désignée « l'Entente de 1995 »), telle qu'amendée le 29 mars 1996;

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

1. Tous les termes de l'Entente de 1995, telle qu'amendée le 29 mars 1996, sont par la présente intégrés à la présente entente, et ces termes continuent de s'appliquer, à moins de dispositions contraires énoncées dans la présente entente.
2. Le sous-alinéa 4(c) de l'Entente de 1995, tel qu'amendé, est par la présente abrogé en entier.
3. Le sous-alinéa 4(d) de l'Entente est par la présente abrogé en entier.
4. L'article 13 de l'Entente de 1995 est par la présente amendé en enlevant la deuxième phrase en entier et en la remplaçant par ce qui suit :
"À cet égard, le Québec a pris les mesures appropriées pour prévoir la présence de membres d'une communauté autochtone sur le comité de déontologie policière."
5. L'article 21 de l'Entente de 1995 est par la présente amendé en ajoutant les paragraphes suivants après le sous-alinéa (f) :
« Les parties s'engagent à informer le Comité de liaison en temps opportun de toute question intéressant de près l'une ou l'autre partie qui peut avoir des répercussions défavorables en matière de police. Dans cette éventualité, les parties chargeront le Comité de liaison de régler la question ou de leur faire des recommandations.

Il est entendu que le Comité de liaison disposera d'un délai minimal de 30 jours pour soumettre aux parties des solutions possibles. Il est également convenu que les solutions proposées par le Comité de liaison pourront être provisoires et/ou permanentes.

Dans le délai précisé au paragraphe précédent, les parties s'engagent à faire tous les efforts nécessaires pour résoudre la question qui pourrait avoir des répercussions défavorables en matière de police et tous les efforts nécessaires pour éviter la commission de tout acte ou la tenue de tout événement susceptible d'aggraver la situation à l'étude par les parties. »

6. L'article 23 de l'Entente de 1995 est par la présente amendé en enlevant la deuxième phrase et en la remplaçant par ce qui suit :
 - (a) « Le budget du corps de police de Kahnawake est par la présente établi au montant de 2 329 000 \$. Ce budget sera administré par Kahnawake selon une entente de financement global, aux conditions indiquées dans la présente entente.
 - (b) En outre, il est entendu que le Québec fournira la somme de 30 000 \$ pour l'installation d'un terminal principal et de terminaux mobiles dans les voitures reliés au Centre de renseignements policiers du Québec (CRPQ).
 - (c) Il est également convenu que, conformément au sous-alinéa 21(e), les parties examineront les demandes budgétaires spéciales, venant s'ajouter à la somme indiquée aux sous-alinéas 23 (a) et (b) et à l'article 25, et feront de leur mieux pour fournir les fonds demandés. »
7. L'article 26 de l'Entente de 1995 est par la présente amendé en enlevant les sous-alinéas 1^e à 4^e et en les remplaçant par ce qui suit :
 - « 1^e Le Canada versera sa part de la contribution financière prévue à l'article 25 au Conseil Mohawk de Kahnawake par l'entremise de l'ETF (N^o: 605-1996/1999-00070) intervenue entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, et le Conseil Mohawk de Kahnawake le 28 octobre 1996, telle qu'amendée de temps à autre, et ce, en quatre versements périodiques à partir du 1^{er} avril 1997;
 - 2^e pour les fins de cette entente, la contribution financière annuelle du Canada prévue à l'article 25 est sujette à l'approbation des crédits nécessaires par le Parlement, aux conditions prévues à la présente entente et aux conditions prévues à l'ETF à laquelle il est fait référence au sous-alinéa 26(1^e);
 - 3^e le Québec versera au Conseil Mohawk de Kahnawake sa part de la contribution financière prévue à l'article 25 pour la période allant du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998, et ce, en trois versements :

50 % de la part du Québec prévue à l'article 25 seront payés en un versement initial de 558 960 \$ au cours de la première semaine de juin 1997; le montant supplémentaire indiqué au sous-alinéa 23(b) sera payé en même temps;

25% de la part du Québec prévue à l'article 25 seront payés en un deuxième versement de 279 480 \$ au cours de la première semaine d'octobre 1997;

25% de la part du Québec prévue à l'article 25 seront payés en un troisième versement de 279 480 \$ au cours de la première semaine de février 1998.

4^e Pour les fins de cette entente, la contribution financière annuelle du Québec prévue aux sous-alinéas 23(a) et (b) et à l'article 25 est sujette à l'approbation des crédits nécessaires votés par l'Assemblée nationale du Québec.

5^e Le Québec et Kahnawake conviennent des dispositions suivantes et ce en sus des dispositions déjà prévues dans la présente entente :

Kahnawake veille à ce que la contribution financière versée par le Québec pour le corps de police de Kahnawake soit utilisée pour maintenir à Kahnawake un corps de police d'un niveau et d'une qualité conformes aux normes applicables.

Kahnawake s'engage à transmettre au Québec, dans les 90 jours suivant la fin de l'année financière du Conseil Mohawk de Kahnawake, des états financiers vérifiés sur les opérations financières du corps de police de Kahnawake et sur toute autre opération financière reliée à la mise en oeuvre de la présente entente.

Le Québec peut, pour des motifs raisonnables et sur préavis écrit adressé au Conseil Mohawk de Kahnawake précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil Mohawk de Kahnawake en ce qui concerne les coûts du corps de police de Kahnawake et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Kahnawake s'engage à permettre l'accès auxdits registres financiers. »

8. L'article 27 de l'Entente de 1995, tel qu'amendé, est par la présente amendé à nouveau en abrogeant la première phrase en entier.

9. L'article 31 de l'Entente de 1995, tel qu'amendé, est par la présente amendé à nouveau en enlevant la deuxième phrase dans son entier et en la remplaçant par ce qui suit :

« Les parties sont par la présente avisées que Kahnawake a satisfait aux exigences suivantes par ses procédures et mécanismes internes : la confirmation des exigences de la prestation de serment; la confirmation du Code d'éthique; la confirmation du régime de traitement des plaintes du public; la confirmation du mandat des représentants de Kahnawake au sein du Comité de liaison; et la création du "Kahnawake Peacekeepers Administration Board". »

10. L'article 34 de l'Entente de 1995, tel qu'amendé, est par la présente amendé à nouveau en enlevant la phrase dans son entier et en la remplaçant par ce qui suit :

« Nonobstant la date à laquelle la présente entente est signée, elle sera en vigueur du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998, sujette aux dispositions des présentes en matière de résiliation. Les parties conviennent par la présente de commencer, au plus tard le 30 septembre 1997, mais pas avant le 1^{er} juin 1997, à négocier les conditions d'une nouvelle entente sur des services de police et de conclure ces négociations d'ici le 31 décembre 1997. Nonobstant toutes les autres dispositions de la présente entente, si les négociations se poursuivent de bonne foi mais qu'aucune entente nouvelle n'est intervenue au 31 mars 1998, les termes de la présente entente, à moins que les parties n'en aient convenu autrement, demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle entente entre en vigueur ou jusqu'au 31 mars 1999, la première de ces deux dates étant retenue. »

11. L'article 37 de l'Entente de 1995 est par la présente amendé en ajoutant la phrase suivante après le premier paragraphe :

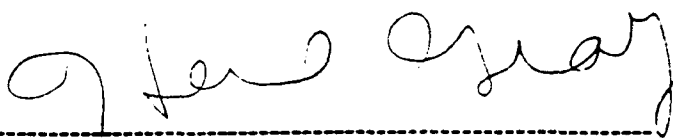
« Les parties peuvent également, sur demande écrite de l'une d'elles ou de la totalité d'entre elles, rouvrir et amender la présente entente afin de tenir compte des ententes, particulièrement en ce qui concerne les questions de compétences, conclues entre toutes les parties ou certaines d'entre elles dans d'autres circonstances, qui peuvent avoir une incidence sur la présente entente. »

12. L'article 43 de l'Entente de 1995 est par la présente amendé en remplaçant l'expression "Entente de paiement de transfert - Mode optionnel de financement (no 112-1993/98-00070)" par ce qui suit:

"Entente de transfert financier (no. 605-1996/1999-00070)".

13. L'annexe III de l'Entente de 1995 est par la présente abrogée en entier.
14. L'annexe IV de l'Entente de 1995 est par la présente abrogée en entier.

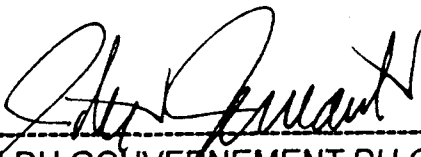
EN FOI DE QUOI, les parties dûment autorisées ont signé cette entente.



AU NOM DU GOUVERNEMENT DU CANADA,
LE SOLICITEUR GÉNÉRAL DU CANADA

APR 29 1997

date



AU NOM DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC,
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

1997.05.07

date

ET PAR :

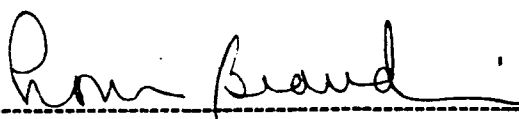


LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

1997-04-25

date

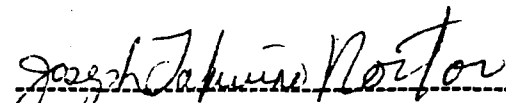
ET PAR :



LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

1997-05-15

date



AU NOM DU CONSEIL MOHAWK DE
KAHNAWAKE, LE GRAND CHEF

May 21/97

date

**AGREEMENT RESPECTING
POLICE SERVICES IN THE KAHNAWAKE TERRITORY
FOR THE PERIOD APRIL 1, 1997 TO MARCH 31, 1998**

WHEREAS the Government of Canada (hereinafter called "Canada") the Government of Québec (hereinafter called "Québec") and the Mohawk Council of Kahnawake (hereinafter called "Kahnawake") have reviewed and accepted the recommendations of the Kahnawake Policing Agreement Liaison Committee Reports nos 1 and 2, submitted respectively on March 7, 1997 and April 23, 1997; and

WHEREAS Canada, Québec and Kahnawake wish to conclude a new agreement; and

WHEREAS Canada, Québec and Kahnawake agree to incorporate in the present agreement the terms of the Agreement Respecting Police Services in the Kahnawake Territory, dated September 11, 1995 (hereinafter called the "1995 Agreement"), as amended on March 29, 1996;

NOW THEREFORE Canada, Québec and Kahnawake agree as follows:

1. All terms and conditions of the 1995 Agreement, as amended on March 29, 1996, are hereby incorporated in the present agreement, and these terms and conditions remain unchanged except as provided in the present agreement.
2. Article 4 sub-paragraph (c) of the 1995 Agreement, as amended, is hereby deleted in its entirety.
3. Article 4 sub-paragraph (d) of the 1995 Agreement is hereby deleted in its entirety.
4. Article 13 of the 1995 Agreement is hereby amended by deleting the second sentence in its entirety and replacing it by the following:

"In this regard, Québec has taken the appropriate measures to require the presence of members of a native community on the police ethics committee."
5. Article 21 of the 1995 Agreement is hereby amended by the addition of the following paragraphs after sub-paragraph (f):

"The Parties to this Agreement undertake to inform the Liaison Committee on a timely basis of any matter of substantial concern, to any of the Parties, that may have an adverse impact on policing. In such a case, the parties shall provide the Liaison Committee with a mandate to resolve the issue or to provide recommendations to the parties.

It is understood that the Liaison Committee would be provided with a minimum time frame of 30 days within which to report back to the parties with options to resolve the matter. It is further understood that the Liaison Committee may provide interim and/or permanent solutions to the issue.

Within the period specified in the previous paragraph, the parties agree to make every effort to resolve the matter that is deemed to have an adverse impact on policing as well as every effort to avoid the commission of any action or holding of any event likely to aggravate the situation under examination by the parties."

6. Article 23 of the 1995 Agreement is hereby amended by deleting the second sentence and replacing it by the following:
 - (a) "The budget for the Kahnawake police force is hereby established in the amount of \$2,329,000. This budget will be administered by Kahnawake under a block funding arrangement under terms and conditions identified herein.
 - (b) In addition, it is understood that Quebec will provide funding for the main terminal and car installation of the "Centre de renseignements policiers du Québec"(CRPQ), in an amount of \$30,000.
 - (c) Further, it is understood that, consistent with Article 21(e) of the 1995 Agreement, the parties will consider special budgetary requests, in addition to the amount identified in Articles 23(a) and (b) and Article 25, and make best efforts to provide for the request."
7. Article 26 of the 1995 Agreement is hereby amended by deleting sub-paragraphs (a) through (d) and replacing them by the following:
 - "(a) Canada will pay its share of the financial contribution referred to in article 25 to the Mohawk Council of Kahnawake through the Funding Transfer Arrangement (FTA - No: 605-1996/1999-00070) concluded between Her Majesty the Queen in Right of Canada, as represented by the Minister of Indian Affairs and Northern Development, and the Mohawk Council of Kahnawake on October 28, 1996, as amended from time to time, in quarterly payments commencing April 1, 1997;
 - (b) For the purpose of this Agreement, the annual financial contribution of Canada referred to in article 25 is subject to approval by Parliament of the necessary appropriations to the terms and conditions contained in this Agreement and to the terms and conditions of the FTA referred to in article 26 (a);
 - (c) Québec will pay its share of the financial contribution referred to in article 25 to the Mohawk Council of Kahnawake in three payments for the period of April 1, 1997 to March 31, 1998, as follows:

50% of Quebec's share stipulated in Article 25 shall be paid in an initial installment of \$558,960 in the first week of June 1997; the additional amount identified pursuant to Article 23(b) shall be paid at the same time;

25% of Quebec's share stipulated in Article 25 shall be paid in a second installment of \$279,480 in the first week of October 1997; and

25% of Quebec's share stipulated in Article 25 shall be paid in a third installment of \$279,480 in the first week of February 1998."

- (d) For the purpose of this Agreement, the annual financial contribution of Québec referred to in article 23(a) and (b) and article 25 is subject to approval by the National Assembly of the necessary appropriations.
- (e) Québec and Kahnawake agree to the following terms, over and above the terms already provided for in the present Agreement:

Kahnawake shall ensure that the financial contribution paid by Québec for the Kahnawake police force is used to maintain a level and quality of policing in Kahnawake consistent with applicable norms and standards.

Kahnawake agrees to provide Québec, within ninety (90) days of the end of the Mohawk Council of Kahnawake's fiscal year, with an audited financial statement on the financial operations of the Kahnawake police force and on other financial operations related to the implementation of the present Agreement.

Québec can, for reasonable cause and following a written notice of such cause addressed to the Mohawk Council of Kahnawake, appoint an independent auditor to review the financial records maintained by the Mohawk Council of Kahnawake with respect to the costs of the Kahnawake police force and the costs related to the implementation of the present Agreement. Kahnawake agrees to provide access to such financial records."

- 8. Article 27 of the 1995 Agreement, as amended, is hereby further amended by deleting the first sentence in its entirety.

- 9. Article 31 of the 1995 Agreement, as amended, is hereby further amended by deleting the second sentence in its entirety and replacing it by the following:

"The Parties are hereby notified that Kahnawake has completed the following requirements through its internal procedures and mechanisms: confirmation of swearing-in and oath requirements; confirmation of the Code of Ethics; confirmation of the public complaints procedure; confirmation of the mandate for the Kahnawake representation on the Liaison Committee; and creation of the Kahnawake Peacekeepers Administration Board."

- 10. Article 34 of the 1995 Agreement, as amended, is hereby further amended by deleting the sentence in its entirety and replacing it by the following:

"Notwithstanding the date on which this Agreement is executed, it shall be in effect from April 1, 1997 to March 31, 1998, subject to the termination provisions contained in this Agreement. Commencing no earlier than June 1, 1997 and no later than September 30, 1997, the Parties hereto agree to start negotiating the terms of a new policing agreement and to complete those negotiations by December 31, 1997. Notwithstanding anything else in this Agreement, if negotiations are continuing in good faith but no new agreement has been reached by March 31, 1998, unless otherwise agreed by the Parties hereto, the terms of this Agreement shall continue to be in effect thereafter until a new agreement comes into effect or until March 31, 1999, whichever comes first."

11. Article 37 of the 1995 Agreement is hereby amended by the addition of the following sentence after the first paragraph:

"The Parties may also, upon a written request from one or all of the Parties, reopen and amend the present Agreement to take into account agreements, particularly with regard to jurisdiction, concluded between any or all of the Parties in other forums, which may have an effect upon the present Agreement."
12. Article 43 of the 1995 Agreement is hereby amended by replacing the expressions "Alternative Funding Arrangement (no: 112 - 1993/98-00070)" by the following:

"Funding Transfer Arrangement (no.: 605-1996/1999-00070)".
13. Schedule III of the 1995 Agreement is hereby deleted in its entirety.
14. Schedule IV of the 1995 Agreement is hereby deleted it in its entirety.

IN WITNESS WHEREOF, the parties being duly authorized have signed this agreement.



ON BEHALF OF THE GOVERNMENT OF CANADA,
THE SOLICITOR GENERAL OF CANADA

APR 29 1997

date

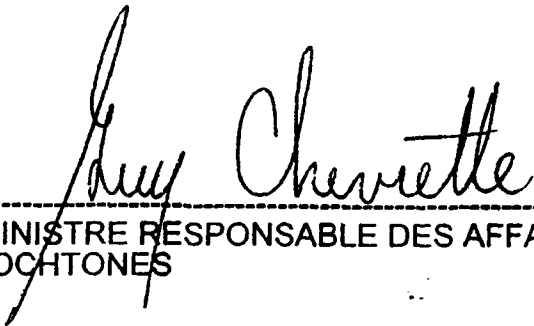


ON BEHALF OF THE QUÉBEC GOVERNMENT,
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

97.05.07

date

AND BY:



LE MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES
AUTOCHTONES

1997-04-25

date

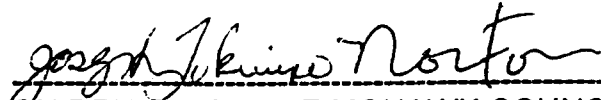
AND BY:



LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

1997-05-15

date



ON BEHALF OF THE MOHAWK COUNCIL OF
KAHNAWAKE, THE GRAND CHIEF

May 21/97

date

Date : 97.6.4

**ENTENTE CONCERNANT LE MAINTIEN D'UN
CORPS DE POLICE DANS LE TERRITOIRE DE LA
COMMUNAUTÉ DE BETSIAMITES****ENTRE : LE CONSEIL DE BETSIAMITES, représenté par son Chef**

ci-après désigné «le Conseil»,

PARTIE DE PREMIÈRE PART**ET : LE GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par le
Solliciteur général du Canada**

ci-après désigné «le Canada»,

PARTIE DE DEUXIÈME PART**ET : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par le
ministre de la Sécurité publique, le ministre responsable
des Affaires autochtones et le ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes,**

ci-après désigné «le Québec»,

PARTIE DE TROISIÈME PART

ATTENDU QUE le Canada, le Québec et le Conseil s'entendent pour maintenir les services policiers dans la communauté de Betsiamites, à l'intérieur d'un cadre juridique et administratif qui est compatible avec la juridiction du Canada à l'égard des Indiens et des terres réservées aux Indiens, et qui conserve au Québec sa juridiction et sa responsabilité en matière de maintien de l'ordre et de la sécurité publique sur le territoire québécois, et au Conseil, sa juridiction sur son territoire;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec peut conclure, avec une communauté autochtone représentée par son conseil, une entente visant à établir ou à maintenir un corps de police dans le territoire défini dans cette entente;

ATTENDU QUE le gouvernement du Canada peut conclure des ententes tripartites visant la prestation des services de police, conformément aux termes de la Politique sur la police des Premières Nations;

ATTENDU QUE la présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982;

ATTENDU QUE la présente entente sur les services policiers est sans préjudice à une entente finale dans le cadre de la négociation des revendications territoriales entre les gouvernements du Québec et du Canada et le Conseil tribal Mamuitun;

ATTENDU QU'il y a lieu de reconnaître, conformément aux dispositions de la Loi de police (L.R.Q. c. P-13), l'établissement et le maintien d'un corps de police sur le territoire de la communauté montagnaise de Betsiamites en vertu de cette entente;

ATTENDU QU'il y a lieu, à cet effet, de conclure une entente entre le Canada, le Québec et le Conseil.

LES PARTIES CONVIENNENT DE CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 - PRÉAMBULE ET ANNEXE

Le préambule ainsi que l'annexe A font partie intégrante de l'entente.

ARTICLE 2 - DÉFINITIONS

Dans la présente entente et à moins que le contexte n'indique un sens différent, les mots et expressions qui suivent désignent:

- 2.1 Corps de police:** désigne l'ensemble des membres chargés de dispenser les services policiers dans la communauté de Betsiamites sur le territoire ci-après désigné:

«Entre la rivière Bersimis et la rivière aux Rosiers le long du Saint-Laurent, borné à l'ouest par la rivière et le lac Nipi, au nord par les terres non divisées, à l'est par la rivière aux Rosiers et au sud par le fleuve Saint-Laurent et la rivière Bersimis».

La description territoriale qui précède ne vaut que pour les fins de la présente entente. Elle est également faite sans préjudice aux positions respectives du Canada, du Québec et du Conseil quant aux limites territoriales de la réserve.

2.2 Policier: tout membre du corps de police de la communauté de Betsiamites, y compris le directeur de police.

2.3 Autonomie de gestion: désigne la pleine responsabilité du Conseil eu égard à l'administration de cette entente.

ARTICLE 3 - OBJET

Cette entente a pour objet de définir le cadre d'une coopération effective entre les parties en matière de services de police afin d'assurer le maintien en opération, à Betsiamites, d'un corps de police chargé de préserver la paix, l'ordre et la sécurité publique et d'établir des rapports fonctionnels entre les parties en cette matière.

ARTICLE 4 - GARANTIES JURIDIQUES ET CONSTITUTIONNELLES

4.1 La présente entente est conclue entre le Canada, le Québec et le Conseil dans un esprit de coopération et d'harmonisation, en matière de services de police et ce, sans préjudice aux négociations en cours ou à venir entre le Canada, le Québec et Betsiamites ou son représentant ou à toute entente susceptible de résulter de ces négociations.

4.2 La présente entente n'a pas pour effet de définir, limiter, reconnaître ou créer des droits ancestraux ou des droits issus de traités, ou y porter atteinte. De plus, elle ne doit pas être interprétée comme constituant une entente ou un traité au sens de l'article 35 de la Loi constitutionnelle de 1982.

ARTICLE 5 - MANDAT DU CORPS DE POLICE

5.1 Le Conseil s'engage à maintenir en opération un corps de police dûment constitué sous l'autorité du Conseil et chargé de maintenir la paix, l'ordre et la sécurité publique dans le territoire de Betsiamites, d'y prévenir le crime ainsi que les infractions aux lois et aux règlements administratifs applicables sur ce territoire et d'en rechercher les auteurs.

5.2 Il est entendu que, pour les fins de la présente entente, il appartient en premier lieu aux policiers de Betsiamites d'assurer la prestation de services de maintien de l'ordre dans le territoire de Betsiamites ainsi que sur la portion de la route 138 traversant ce territoire.

5.3 Les parties reconnaissent que ce corps de police est de nature distincte et par conséquent, les dispositions de la présente entente ne doivent pas être interprétées comme signifiant que le corps de police de Betsiamites est un corps de police municipal.

5.4 La présente entente n'a pas pour objet de modifier le mandat dévolu à la Sûreté du Québec, à la Gendarmerie royale du Canada et au corps de police de Betsiamites en vertu de la loi.

5.5 Les parties conviennent que la Gendarmerie royale du Canada, la Sûreté du Québec et le corps de police de Betsiamites pourront prendre des arrangements d'assistance mutuelle et de coopération opérationnelle relativement à la surveillance effective de l'observation des lois.

ARTICLE 6 - INDÉPENDANCE DU CORPS DE POLICE

6.1 Afin d'assurer l'indépendance de la direction du corps de police, le Conseil devra établir et verra au maintien d'un comité de sécurité publique pour la durée de l'entente.

6.2 Le comité de sécurité publique devra être composé d'au moins trois membres parmi lesquels peut siéger un membre élu du Conseil.

6.3 Le comité de sécurité publique a pour fonctions de définir des orientations et des priorités communautaires pour le corps de police et de veiller à la qualité de la prestation des services policiers dispensés dans le territoire de la communauté de Betsiamites. Les orientations et les priorités communautaires devront avoir été approuvées par le Conseil.

ARTICLE 7 - GESTION DU CORPS DE POLICE

7.1 Le Conseil assume la pleine autonomie de gestion du corps de police aux termes de la présente entente.

7.2 Le Conseil détermine les priorités de dépenses en fonction du budget approuvé par cette entente. Le Conseil peut faire des réaménagements budgétaires à l'intérieur de l'enveloppe de crédits approuvés.

- 7.3** Le corps de police est sous la direction d'un directeur qui le commande.
- 7.4** Le Conseil n'a aucune autorité sur toute matière concernant une enquête policière.
- 7.5** Il est convenu que le Conseil s'engage à garantir au directeur de police une autorité indépendante et libre de toute ingérence de nature à influencer une enquête policière.
- 7.6** Six (6) mois avant la fin de cette entente, une évaluation conjointe sera faite par les parties sur la qualité et la gestion du corps de police. Les mécanismes de cette évaluation seront établis par un accord entre les parties.
- 7.7** Cette évaluation servira aux fins de la négociation d'une nouvelle entente.

ARTICLE 8 - PERSONNEL

- 8.1** Le corps de police de Betsiamites est composé de huit (8) policiers incluant le directeur de police. L'embauche de surnuméraires est également possible à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire allouée.
- 8.2** Le recrutement, la sélection et l'embauche des policiers sont sous l'entière responsabilité du Conseil et se font conformément aux dispositions applicables de la Loi de police.

Il est convenu que pour devenir membre du corps de police de Betsiamites, une personne devra satisfaire aux normes minimales suivantes:

- 1° être âgée d'au moins 18 ans;
- 2° posséder les attributs, les avantages et les droits d'un citoyen canadien;
- 3° être de bonnes moeurs;
- 4° être titulaire d'un permis de conduire du Québec comportant au moins la même classe que celle exigée pour les policiers;
- 5° détenir un diplôme d'études secondaires ou l'équivalent;

- 6° n'avoir jamais été déclarée coupable ni s'être avouée coupable à la suite d'une dénonciation pour une infraction au Code criminel (L.R.C., 1985, chapitre C-46) poursuivie au moyen d'un acte d'accusation, sauf si elle a obtenu un pardon;
 - 7° fournir un relevé de ses empreintes digitales qui doit être transmis par le chef de police de Betsiamites au Commissaire de la Gendarmerie canadienne, pour fins de vérification et de conservation;
 - 8° avoir subi avec succès l'examen médical prescrit pour les policiers au Québec ou l'équivalent;
 - 9° avoir complété avec succès le cours de formation policière de base d'un établissement canadien sélectionné par les parties aux présentes ou à l'Institut de police du Québec;
 - 10° parler, lire et écrire l'anglais ou le français et posséder une connaissance d'usage de l'autre langue.
- 8.3 Le directeur du corps de police prête les serments ou fait les affirmations solennelles prévus à l'annexe A de la présente entente devant un juge de paix ou tout autre commissaire à l'assermentation.
- 8.4 Les autres policiers du corps de police prêtent les serments ou font les affirmations solennelles prévus à l'annexe A de la présente entente devant le directeur.
- 8.5 Le Conseil doit s'assurer que les policiers de Betsiamites ont reçu la formation de base requise pour remplir leurs fonctions. Cette formation peut être acquise auprès de l'Institut de police du Québec ou, en cas d'impossibilité, dans une autre institution canadienne reconnue par les parties.
- 8.6 Le Code de déontologie des policiers du Québec ((1990) 28 G.O. H, 2531) adopté en vertu de la Loi sur l'organisation policière (L.R.Q., c. 0-8.1) tel qu'amendé de temps à autre, s'applique à tous les policiers visés par cette entente.
- 8.7 Sous l'autorité du Conseil et du comité de sécurité publique, qui définissent les orientations et les priorités communautaires du service de police, le directeur est chargé de diriger le corps de police de la communauté de Betsiamites ainsi que ses employés.

ARTICLE 9 - FINANCES ET ADMINISTRATION

9.1 Le budget des services policiers est calculé sur la base d'un corps de police composé de huit (8) policiers à temps plein et d'un coût unitaire pour chacun des policiers de 76 000 \$ par année financière.

9.2 Le budget des services policiers pour chaque année financière de la présente entente est de:

1997-1998: 622 000 \$*

1998-1999: 608 000 \$

1999-2000: 608 000 \$

* Un montant forfaitaire de 14 000 \$ est inclus dans le budget de l'année financière 1997-1998 pour couvrir l'achat d'équipements qui seraient nécessaires au corps de police de Betsiamites afin que ce dernier puisse notamment avoir accès au Centre de renseignements policiers du Québec, ci-après le CRPQ et au Centre d'information policière du Canada, ci-après le CIPC tel qu'envisagé au paragraphe 9.13.

9.3 Ces budgets incluent tous les coûts de la prestation des services policiers.

9.4 Le budget maximal prévu au paragraphe 9.2 ne couvre pas les coûts supplémentaires occasionnés par un événement imprévisible et inhabituel ou une situation de force majeure. Dans les cas où le budget des services policiers serait affecté, les parties s'entendent pour en discuter.

9.5 Le Canada et le Québec partageront les coûts prévus au paragraphe 9.2 selon les modalités suivantes:

- a) 52% payé par le Canada et 48% payé par le Québec;
- b) le Canada et le Québec verseront directement leur contribution respective au Conseil.

9.6 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Canada aux termes du paragraphe 9.2 sont les suivantes:

a) Pour l'exercice de 1997-1998

- i) le premier versement de 42 940 \$ est effectué le 7 avril 1997;

- ii) les onze autres versements de 25 500 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.

b) Pour les exercices de 1998-1999 et 1999-2000

- i) le premier versement de 42 260 \$ est effectué le 7 avril de chaque année financière;
- ii) les onze autres versements de 24 900 \$ sont effectués le premier jour de chacun des mois suivants.

Le versement de la contribution du Canada pour les services de police en vertu de la présente entente est subordonné à l'affectation de crédits par le Parlement conformément à l'article 40 de la Loi sur la gestion des finances publiques (L.R.C., c. F-11) tel qu'amendé de temps à autre.

9.7 Les modalités des versements de la contribution effectuée par le Québec aux termes du paragraphe 9.2 sont les suivantes:

a) Pour l'exercice de 1997-1998, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour cet exercice financier selon les modalités suivantes:

- i) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un premier versement de 74 640 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de cette année financière;
- ii) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un deuxième versement de 74 640 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de cette année financière;
- iii) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un troisième versement de 74 640 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de cette année financière et;
- iv) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un dernier versement de 74 640 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de cette année financière.

b) Pour les exercices de 1998-1999 et 1999-2000, le Québec effectuera quatre versements au Conseil pour chacun de ces exercices financiers selon les modalités suivantes:

- i) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un premier versement de 72 960 \$ sera versé durant la première semaine du mois de juin de chaque année financière;
 - ii) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un deuxième versement de 72 960 \$ sera versé durant la première semaine du mois d'août de chaque année financière;
 - iii) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un troisième versement de 72 960 \$ sera versé durant la première semaine du mois de novembre de chaque année financière et;
 - iv) 25% de la part du Québec prévue au paragraphe 9.2 pour un dernier versement de 72 960 \$ sera versé durant la première semaine du mois de février de chaque année financière.
- c) Pour les fins de cette entente, le paiement des fonds octroyés par le Québec pour le corps de police est sous réserve de l'approbation des crédits par l'Assemblée Nationale.

9.8 Les fonds versés en vertu de cette entente doivent servir uniquement aux fins du corps de police.

9.9 Le Conseil doit:

- a) tenir des dossiers financiers relatifs aux fonds versés en vertu du paragraphe 9.2 conformément aux principes comptables généralement reconnus, recommandés dans le Manuel de l'Institut canadien des comptables agréés, notamment les documents précisant toutes les dépenses faites par le Conseil relativement aux services de police ainsi que les factures, reçus et pièces justificatives s'y rapportant;
- b) conserver tous les documents et dossiers liés à la présente entente pendant une période de deux (2) ans suivant la date de résiliation ou l'expiration de l'entente;
- c) s'assurer que le directeur soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quinze jours après la fin de chaque mois, un rapport d'information d'activités policières identifiant le nombre et la catégorie de plaintes criminelles traitées;

- d) s'assurer que le directeur soumette au ministère de la Sécurité publique dans les quatre mois après le début de chaque année, un rapport d'activités policières pour l'année antérieure;
- e) transmettre au Canada et au Québec, dans les quatre mois qui suivent chacune des années financières 1997-1998, 1998-1999 et 1999-2000, un rapport financier vérifié par un expert-comptable indépendant, comprenant un bilan, un état des revenus et des dépenses, de même qu'un état détaillé de l'utilisation des fonds prévus au budget.

Le Canada et le Québec peuvent, pour des motifs raisonnables, et sur préavis adressé au Conseil précisant la nature des motifs invoqués, nommer un vérificateur indépendant aux fins d'examiner les registres financiers tenus par le Conseil en ce qui concerne les coûts du service de police et les coûts reliés à la mise en oeuvre de la présente entente. Le Conseil s'engage à permettre l'accès aux registres financiers, pendant les heures de bureau.

9.10 Advenant le cas où les coûts réels d'opération du corps de police sont inférieurs au total des fonds versés par le Québec et le Canada, les surplus budgétaires demeurent la propriété du Conseil mais ils devront être utilisés pour les fins du corps de police seulement. Les déficits budgétaires sont l'entière responsabilité du Conseil.

9.11 Le Conseil s'engage à souscrire à une assurance générale feu-vol de cinq (5) millions de dollars, incluant une assurance responsabilité employeur-employé, à l'égard des préjudices pouvant être causés aux tiers par les policiers.

9.12 Le Conseil fournit, au Canada et au Québec, une preuve d'assurance dans les quatre (4) mois qui suivent la fin de chaque année financière.

9.13 Le Québec et le Canada s'engagent à faciliter l'accès au CRPQ et au CIPC pour permettre au corps de police et à chacun de ses membres d'effectuer leur travail efficacement.

9.14 Le Conseil s'engage à prendre fait et cause et à assumer toute part de responsabilité suite à un acte, une omission, ou un retard volontaires ou à une négligence imputables au Conseil, ses employés ou ses mandataires dans l'exécution de la présente entente qui pourraient entraîner pour le Canada, le Québec ainsi que pour leurs employés et mandataires respectifs, une réclamation, une perte, des dommages,

des coûts, des dépenses, des actions ou poursuites, actuels et futurs, contre le Canada ou le Québec ainsi que leurs employés ou mandataires respectifs en raison du décès ou d'une blessure d'une personne, d'une perte ou de dommages matériels. Le Conseil s'engage dès lors, en proportion de sa responsabilité ou de celle de ses employés ou mandataires, à assumer la défense et la représentation du Canada, du Québec, ainsi que de leurs employés et mandataires respectifs, et à indemniser en conséquence quiconque, en regard de la part de responsabilité imputable au Conseil de bande, ses employés et ses mandataires. Le présent engagement survit à l'expiration de la présente entente.

9.15 Le Canada, le Québec, leurs employés et mandataires respectifs ne peuvent être tenus responsables de l'indemnisation de toute réclamation, perte, dommages en raison d'une blessure ou du décès d'une personne ou perte ou dommages matériels causés par un acte, omission, retard volontaires ou négligence dans l'exécution de la présente entente à moins qu'ils n'aient été causés par la négligence ou un acte d'un employé ou mandataire du Canada ou du Québec agissant dans le cadre de son emploi ou de son mandat.

ARTICLE 10 - MATÉRIEL ET ÉQUIPEMENT

10.1 Le Conseil s'engage à utiliser le matériel et les équipements achetés avec les fonds versés en vertu de la présente entente aux seules fins du corps de police.

10.2 Le matériel et les équipements achetés appartiennent au Conseil.

ARTICLE 11 - COMITÉ DE LIAISON

11.1 Un comité de liaison, le "comité" est constitué par la présente entente. Le comité doit assurer le maintien des communications entre les parties relativement à la mise en oeuvre de la présente entente et agit comme intermédiaire pour la négociation et le règlement des différends entre les parties.

11.2 Le comité sera composé d'au moins quatre membres dont:

- deux représentants du Conseil;
- un représentant du Québec;
- un représentant du Canada.

Dans les trente (30) jours qui suivent la signature de la présente entente, les parties s'échangeront les noms des représentants désignés sur le comité.

11.3 Les décisions du comité sont prises par consensus.

11.4 Chaque partie au sein du comité peut convoquer, au besoin, une réunion par tout moyen formel ou informel.

11.5 A la demande du Conseil, le comité lui prête assistance dans ses négociations avec les autres organismes publics.

11.6 Le comité mène ses activités pendant toute la durée de la présente entente et n'est dissous qu'à la fin de celle-ci.

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DE L'ENTENTE

12.1 Dans l'éventualité où les termes de la présente entente ne sont pas respectés par l'une des parties ou en cas de malentendu ou autre situation empêchant l'application de l'une des clauses de la présente entente, les parties conviennent de soumettre leur différend au comité de liaison.

12.2 Si le comité n'arrive pas à remédier à la situation dans les trente (30) jours de sa dénonciation écrite et dûment signifiée aux parties, un préavis de quatre-vingt-dix (90) jours pourra être transmis par l'une des parties informant les autres parties de la résiliation de l'entente.

12.3 Advenant la résiliation de l'entente, les fonds non utilisés par le Conseil seront retournés au Canada et au Québec selon leur quote-part respective en fonction des fonds versés par chacun des gouvernements.

ARTICLE 13 - MODIFICATIONS DE L'ENTENTE

13.1 Les parties peuvent d'un commun accord amender la présente entente.

ARTICLE 14 - PÉRIODE DE L'ENTENTE

14.1 La présente entente prend effet à compter du 1^{er} avril 1997 et se termine le 31 mars 2000.


14.2 Six (6) mois avant l'échéance de la présente entente, les parties s'engagent à amorcer les négociations en vue de la signature d'une nouvelle entente tripartite.

14.3 Nonobstant toutes les autres dispositions de la présente entente, si les négociations se poursuivent de bonne foi mais qu'aucune entente n'a été conclue au 31 mars 2000 (et ce à moins que les parties n'en aient convenu autrement), les conditions de la présente entente demeureront en vigueur jusqu'à ce qu'une nouvelle entente entre en vigueur ou

jusqu'au 31 mars 2001, la première de ces deux dates étant retenue.

EN FOI DE QUOI, LES PARTIES DÛMENT AUTORISÉES À CET EFFET ONT SIGNÉ:

FAIT A QUÉBEC, le 2 juin 1997


CHEF DU CONSEIL DE BETSIAMITES
par résolution adoptée
par le Conseil

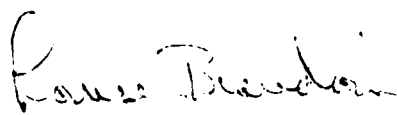

POUR LE CANADA, représenté par
le SOLLICITEUR GÉNÉRAL DU
CANADA


POUR LE QUÉBEC, représenté par
le MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

et par:


LE MINISTRE RESPONSABLE DES
AFFAIRES AUTOCHTONES

et par:


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES

ANNEXE A

Serment ou affirmation d'allégeance et d'office

Je, A.B. (jure ou affirme solennellement, selon le cas) que je serai loyal et porterai vraie allégeance à l'autorité constituée et que je remplirai les devoirs de ma charge de membre du corps de police de Betsiamites, avec honnêteté et justice et que je ne recevrai aucune somme d'argent ou considération quelconque pour ce que j'ai fait ou pourrai faire, dans l'exécution des devoirs de ma charge, dans le but de favoriser l'achat ou l'échange de quoi que ce soit par ou avec le Conseil de Betsiamites, à part de mon traitement ou de ce qui me sera alloué par le Conseil. (Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: "Ainsi Dieu me soit en aide.").

Serment ou affirmation de discrétion

Je, A.B., (jure ou affirme solennellement, selon le cas) de plus que je ne révélerai et ne ferai connaître, sans y être dûment autorisé, quoi que ce soit dont j'aurai eu connaissance dans l'exercice de ma charge. (Dans le cas d'une prestation de serment, ajouter: "Ainsi Dieu me soit en aide.").

Lettre d'entente

ATTENDU QUE le Canada, l'Ontario, le Québec et Akwesasne (les Parties) ont conclu l'Entente sur les services de police d'Akwesasne pour 1993-1997 (ici appelée l'Entente), le 7 septembre 1994;

ATTENDU QUE l'Entente se termine le 31 mars 1997;

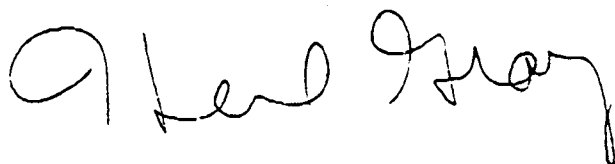
ATTENDU QUE, aux termes du paragraphe 4.2 de l'Entente, les Parties peuvent, par entente ultérieure, prolonger les conditions de l'Entente;

ATTENDU QUE les Parties ont l'intention de négocier une nouvelle entente pour des services de police,

LES PARTIES CONVIENNENT que :

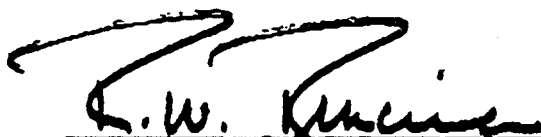
1. nonobstant la date de sa signature, les conditions de la présente Lettre d'entente sont en vigueur du 1^{er} avril 1997 au 31 mars 1998;
2. les dispositions du paragraphe 4.1 de l'Entente sont modifiées en prolongeant les conditions de l'Entente jusqu'au 31 mars 1998;
3. toutes les autres conditions de l'Entente restent les mêmes, sous réserve de dispositions contraires prévues dans la présente entente;
4. les contributions financières maximales du Canada, de l'Ontario et du Québec seront leurs contributions respectives établies à l'annexe A de l'Entente pour l'exercice 1996-1997;
5. si une nouvelle entente sur des services de police est conclue, pour l'exercice 1997-1998, entre le Canada, l'Ontario, le Québec et Akwesasne, il sera tenu compte des contributions financières versées par le Canada, l'Ontario et le Québec en vertu de la présente entente et tout paiement en trop ou insuffisant par le Canada, l'Ontario et le Québec sera porté à leur débit ou à leur crédit, selon le cas, au moment du premier versement qui sera fait par le Canada, l'Ontario et le Québec pour l'exercice 1997-1998;

6. les Parties conviennent de mettre tout en oeuvre pour conclure une nouvelle entente sur des services de police d'ici le 31 mars 1998.



POUR LE CANADA,
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL
DU CANADA

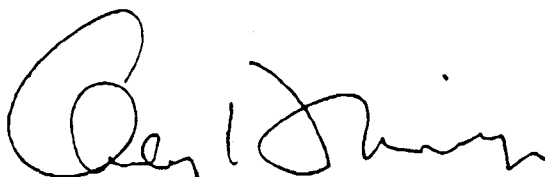
DATE



POUR L'ONTARIO,
LE SOLLICITEUR GÉNÉRAL ET
MINISTRE DES SERVICES
CORRECTIONNELS


April 29/97
DATE

ET PAR



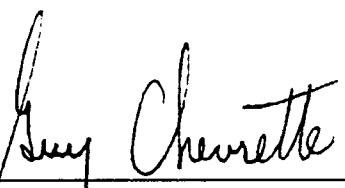
LE MINISTRE RESPONSABLE
DES AFFAIRES AUTOCHTONES

6 June 1997
DATE


POUR LE QUÉBEC, LE MINISTRE DE
LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le 20 juin 1997
DATE

ET PAR

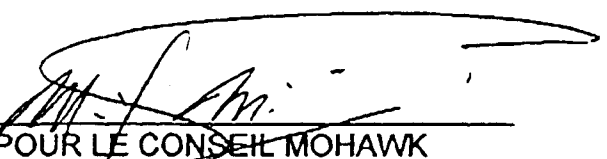

LE MINISTRE RESPONSABLE DES
AFFAIRES AUTOCHTONES

Le 2 juillet 1997
DATE

ET PAR


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX
AFFAIRES INTERGOUVERNMENTALES
CANADIENNES

Le 14 juillet 1997
DATE


POUR LE CONSEIL MOHAWK
D'AKWESASNE, LE GRAND CHEF

Aug 6th/97
DATE

MAR 26 08 13:28 DE CONSEIL EXECUTIF DPIC 18 543 1138 H 54918 P.04705

Letter of Agreement

WHEREAS Canada, Ontario, Quebec and Akwesasne (the Parties) entered into the Akwesasne Policing Agreement 1993-1997 (hereinafter referred to as the "Agreement") on September 7, 1994;

WHEREAS the Agreement expires on March 31, 1997;

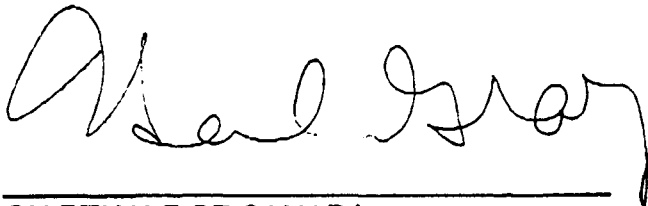
WHEREAS in accordance with Article 4.2 of the Agreement the Parties may, by further agreement, extend the terms of the Agreement;

WHEREAS the Parties intend to negotiate a new policing agreement;

THEREFORE the Parties agree that

1. notwithstanding the date on which this Letter of Agreement is executed by the Parties, the terms of this Letter of Agreement shall be effective from April 1, 1997 to March 31, 1998;
2. the provisions of Article 4.1 of the Agreement shall be amended by extending the term of the Agreement to March 31, 1998;
3. all other terms and conditions of the Agreement remain unchanged except as provided herein;
4. the maximum financial contributions of Canada, Ontario and Quebec shall be the relative contributions set out in Schedule A of the Agreement for fiscal year 1996-97;
5. in the event that a new policing agreement is made for fiscal year 1997-98 between Canada, Ontario, Quebec and Akwesasne, the financial contributions provided by Canada, Ontario and Quebec under the present agreement shall be taken into account and any deficiency or overpayment by Canada, Ontario or Quebec shall be debited or credited, as the case may be, in conjunction with the first payment to be made by Canada, Ontario and Quebec in fiscal year 1997-98;

6. the Parties agree to use their best efforts to reach a new policing agreement by March 31, 1998.



ON BEHALF OF CANADA,
THE SOLICITOR GENERAL
OF CANADA

DATE

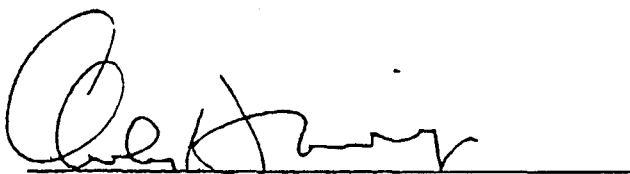


ON BEHALF OF ONTARIO,
THE SOLICITOR GENERAL AND
MINISTER OF CORRECTIONAL SERVICES

April 29/97

DATE

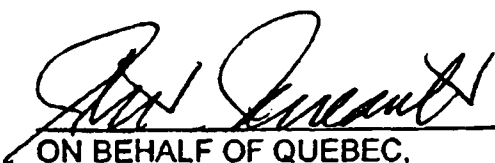
AND



THE MINISTER RESPONSIBLE
FOR NATIVE AFFAIRS

15 May 1997


DATE


ON BEHALF OF QUEBEC,
LE MINISTRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Le 20 juin 1997

DATE

AND


LE MINISTRE RESPONSABLE DES
AFFAIRES AUTOCHTONES

Le 2 juillet 1997

DATE

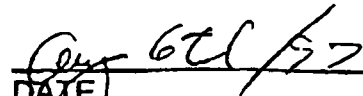
AND


LE MINISTRE DÉLÉGUÉ AUX AFFAIRES
INTERGOUVERNMENTALES CANADIENNES

Le 14 juillet 1997

DATE


ON BEHALF OF THE MOHAWK COUNCIL
OF AKWESASNE, THE GRAND CHIEF^c


DATE

**ENTENTE SPÉCIFIQUE SUR LE DÉVELOPPEMENT DES RESSOURCES
MINÉRALES DU TERRITOIRE DE NUNAVIK**

ENTRE

pour et au nom du gouvernement du Québec :

LE MINISTRE D'ÉTAT DES RESSOURCES NATURELLES, MINISTRE RESPONSABLE DU DÉVELOPPEMENT DES RÉGIONS ET MINISTRE RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET LA MINISTRE DÉLÉGUÉE AUX MINES, AUX TERRES ET AUX FORÊTS, dûment autorisés par la loi constitutive de leur ministère;

ci-après appelés, sauf lorsque le contexte le commande, le « **Gouvernement** ».

ET

L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK (ARK), personne morale de droit public constituée en vertu de la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, L.R.Q., c. V-6.1, dont le siège social est situé à la case postale 9, Kuujuaq (Québec), J0M 1C0, ici représentée par la secrétaire, madame Malee Saunders, laquelle est dûment autorisée par la résolution 97- , adoptée par le Conseil régional en date du ;

ci-après appelée « **l'Administration régionale** ».

ET

LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK, corporation légalement constituée sise à la case postale 239, Kuujuaq (Québec), J0M 1C0, représenté par monsieur Jean Dupuis, président;

ci-après appelé le « **Conseil régional** ».

PRÉAMBULE

ATTENDU QUE les communautés autochtones vivant sur le territoire de Nunavik ont manifesté leur ferme volonté de prendre en main leur développement économique et de tirer profit des retombées de la mise en valeur du territoire et des ressources minérales;

ATTENDU QUE le ministère des Ressources naturelles (MRN) désire encourager la participation des communautés autochtones sur la base de partenariats économiques, notamment par leur participation au processus de gestion et de mise en valeur des ressources naturelles;

ATTENDU QUE le ministère des Ressources naturelles désire favoriser et accélérer la connaissance, l'exploration et le développement de la région du Nord-du-Québec;

ATTENDU QUE le gouvernement du Québec octroyait, lors du Discours sur le budget, le 25 mars 1997, un budget triennal de trois millions de dollars pour favoriser le développement de l'entrepreneuriat minier autochtone dans les régions du Moyen et du Grand-Nord;

ATTENDU QUE cette entente spécifique s'inscrit dans le projet d'une entente cadre qui devrait être signée prochainement avec le « **Conseil régional** »;

ATTENDU QUE les modalités d'application de l'entente seront définies dans un plan d'action à élaborer avec les intervenants régionaux signataires de l'entente;

EN CONSÉQUENCE, le Gouvernement, l'Administration régionale et le Conseil régional conviennent de ce qui suit :

1- OBJET DE L'ENTENTE

La présente entente a pour objet d'associer le **gouvernement du Québec, l'Administration régionale Kativik et le Conseil régional de développement Kativik** à la mise en place de structures et d'éléments de stratégie permettant de favoriser le développement des ressources minérales sur le territoire de Nunavik et le développement au sein de la communauté autochtone d'une expertise de qualité conduisant à la création de sociétés d'exploration minière autochtones.

2. TERRITOIRE D'APPLICATION

La présente entente couvre le territoire régi par la Convention de la Baie-James et du Nord du Québec situé au nord du 55° parallèle et dénommé Nunavik.

3. BUTS DE L'ENTENTE

L'entente vise, par la création d'un fonds d'exploration minière, à développer et soutenir les activités de prospection et d'exploration minière, à susciter et encourager les activités de connaissance du potentiel minéral du territoire ainsi qu'à développer des institutions régionales oeuvrant dans le domaine des ressources minérales.

Elle vise plus précisément à :

- Encourager le milieu à s'impliquer davantage dans le développement minier;
- Encourager et développer l'autonomie des prospecteurs autochtones;
- Permettre la formation d'une main-d'oeuvre régionale spécialisée;
- Développer au sein de la communauté autochtone une expertise de qualité reconnue;
- Favoriser l'émergence d'un entrepreneuriat autochtone;
- Permettre l'intégration des autochtones aux divers travaux d'exploration minière ayant cours sur le territoire;
- Favoriser à moyen terme la création d'entreprises autochtones en exploration minière et autres domaines connexes à l'exploitation minière;
- Accroître les activités de recherche et les travaux de cartographie géologique favorisant une meilleure connaissance du potentiel minéral de la région.

4. CONTENU DE L'ENTENTE

Les parties conviennent que cette entente comporte des engagements touchant: 4.1 l'aide financière aux prospecteurs; 4.2 l'aide technique aux prospecteurs; : 4.3 la formation; 4.4 la promotion du potentiel minéral de la région; 4.5 l'assistance à la création de sociétés d'exploration minière autochtones; 4.6 l'entente de coparticipation avec des sociétés

d'exploration minière existantes; et 4.7 les activités de connaissance du territoire;

4.1 L'aide financière aux prospecteurs

Une aide financière, dont le montant et les conditions sont à définir dans le plan d'action, sera offerte aux prospecteurs pour réaliser des travaux sur le terrain. Tous les travaux de prospection et d'exploration minière effectués par des autochtones ayant la formation requise sont admissibles à une compensation journalière. Les travaux effectués à contrat, les services professionnels et la location d'équipement sont également admissibles à un remboursement.

4.2 L'aide technique aux prospecteurs

Le fonds d'exploration minière s'engage à fournir l'aide technique et géologique nécessaire à un encadrement adéquat des travaux réalisés par les prospecteurs. Le fonds rend disponible l'information et l'équipement dont il dispose, à tout prospecteur qui en fait la demande.

4.3 La formation

Des programmes et des activités de formation devront être élaborés et dispensés en collaboration avec la SQDM ou autre organisme détenant une compétence reconnue dans ce domaine.

4.4 La promotion du potentiel minéral de la région

Le fonds d'exploration minière disposera d'une enveloppe financière à définir dans le plan d'action pour la réalisation d'activités de promotion du potentiel minéral de la région.

4.5 L'assistance à la création de sociétés d'exploration minière autochtones

Certaines dépenses, à définir dans le plan d'action, sont admissibles pour permettre la création de sociétés d'exploration minière.

4.6 L'entente de coparticipation avec des sociétés d'exploration minière existantes

Des mécanismes d'entente de coparticipation avec des sociétés d'exploration minière existantes seront à définir dans le plan d'action afin de permettre au fonds ou à des sociétés d'exploration minière autochtones de développer des propriétés en collaboration avec des sociétés d'expérience.

4.7 Les activités de connaissance du territoire

Le ministère des Ressources naturelles réalisera annuellement, selon une programmation quinquennale et des crédits budgétaires qui restent à définir, des activités d'inventaire, de recherche et de cartographie géologique sur le territoire de la région. Le MRN s'engage à discuter annuellement sa programmation avec les signataires de l'entente et à utiliser dans la mesure du possible les services locaux disponibles.

5. LES ENGAGEMENTS DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le ministère des Ressources naturelles s'engage pour la durée de l'entente à :

- Contribuer jusqu'à concurrence de 300 000 \$ par an au financement pour la réalisation exclusive d'activités telles que définies à l'article 4 de la présente entente. Le versement se fait annuellement selon des modalités à définir dans le plan d'action avec les intervenants.

6. LES ENGAGEMENTS DU FONDS D'EXPLORATION MINIÈRE

Le fonds d'exploration minière s'engage à :

- Agir comme guichet unique d'aide et de support aux prospecteurs;
- Recevoir les demandes d'aide financière des prospecteurs et les transmettre à un comité d'évaluation à définir;
- Faire le suivi des projets;
- Procéder au paiement des projets acceptés par le conseil d'administration du fonds;
- Favoriser et susciter la participation financière des intervenants régionaux pour l'atteinte des objectifs de la présente entente;
- Déposer une programmation annuelle détaillée au MRN de ses activités, incluant les objectifs visés, l'impact des travaux, des mesures de rendement, les actions entreprises, les processus d'évaluation des travaux;

- Se doter d'un conseil d'administration représentatif du milieu et des objectifs poursuivis. Un représentant du MRN sera membre d'office du conseil d'administration;
- Procurer une aide technique et géologique à tous les prospecteurs qui en font la demande;
- Identifier les besoins de formation et de perfectionnement avec les prospecteurs et convenir avec les institutions spécialisées du type de formation à offrir;
- Faire la promotion du potentiel minéral de la région : à cette fin, le fonds peut organiser des événements de promotion et participer à des événements tant en région qu'à l'extérieur de la région;
- Déposer un rapport technique au MRN à la fin des travaux, à des dates à définir.

7. LES ENGAGEMENTS DE L'ADMINISTRATION RÉGIONALE KATIVIK ET DU CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK

- Assurer les frais de gestion du fonds à même les contributions financières des organismes régionaux et celles du **gouvernement du Québec**;
- Informer les divers intervenants régionaux concernés du contenu de cette entente;
- Assurer la concertation entre les divers intervenants relativement à la mise en oeuvre et au suivi de cette entente;
- Déléguer un représentant au comité de suivi à définir de l'entente spécifique;
- Nommer tel qu'il sera défini dans le plan d'action, des représentants au conseil d'administration du fonds minier.

8. GESTION, SUIVI ET ÉVALUATION

Pour les fins de gestion, de suivi et d'évaluation de cette entente, les parties conviennent de constituer un comité de suivi.

La composition du comité est à définir dans le plan d'action. Son mandat consiste à s'assurer du respect des clauses de l'entente, à faire part aux ministres de toute contrainte au bon déroulement de cette entente et proposer, le cas échéant, des avenues de solution. Ce mandat pourra être élargi lors de l'élaboration du plan d'action.

9. MODALITÉS D'APPLICATION DE L'ENTENTE

9.1 Durée de l'entente et renouvellement

Cette entente est d'une durée de trois ans et est effective à compter de la signature de l'entente pour se terminer le 31 mars 2000. Au début de la troisième année, les parties signataires conviennent d'amorcer, s'il y a lieu, des discussions et négociations visant au renouvellement de ladite entente.

9.2 Modifications de l'entente

Les parties conviennent que cette entente sera annexée à l'entente cadre à intervenir et le cas échéant, elle sera harmonisée pour tenir compte de nouvelles mesures ou politiques du Gouvernement, s'il y a lieu.

Toute autre modification sur le fond de cette entente devra obtenir l'autorisation des signataires.

9.3 Communications entre les parties

Toutes communications, par écrit, entre les parties, seront censées avoir été reçues par le destinataire si elles sont livrées ou envoyées par courrier recommandé comme suit :

Gouvernement du Québec : Ministère des Ressources naturelles du Québec
Édifice de l'Atrium
5700, 4^e Avenue Ouest, bur. A-208
Charlesbourg (Québec) G1H 6R1
À l'attention du directeur de la géologie

Administration régionale Kativik :

Case postale 9
Kuujuaq (Québec) J0M 1C0
À l'attention de la secrétaire

Conseil régional de développement Kativik :

Case postale 239

Kuujuuaq (Québec) J0M 1C0

À l'attention du président

Chaque partie peut, au moyen d'un avis écrit donné tel que susdit, changer son adresse.

9.4 Ouverture à d'autres partenaires

La présente entente ne se veut, de quelque manière que ce soit, une entrave à l'implication éventuelle de partenaires autres désireux de s'associer aux objectifs reliés à la promotion et à la mise en valeur du potentiel minéral du territoire de Nunavik. On entend par partenaires autres, des communautés autochtones non chapeautées par les organismes signataires.


L'association de nouveaux partenaires pourra se faire par l'ajout d'un addenda annexé à la présente. Dans un tel cas, la participation financière gouvernementale serait accrue.

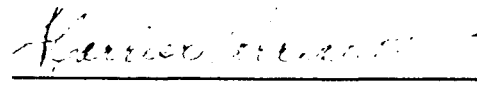
9.5 Annexes

Copies des résolutions des organismes régionaux signataires sont annexées à la présente sous la cote Annexe 1.

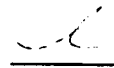
EN FOI DE QUOI, les parties ont signé à
le jour de 1997.

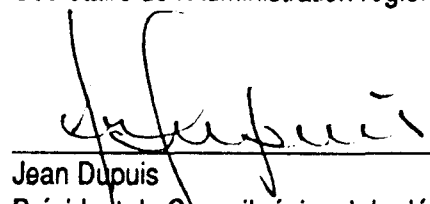
POUR ET AU NOM DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC


Guy Chevette
Ministre d'État des ressources naturelles,
Responsable du Développement des
régions et
Ministre responsable des Affaires autochtones


Denise Carrier-Perreault
Ministre déléguée aux Mines,
aux Terres et aux Forêts

POUR ET AU NOM DE LA RÉGION DE NUNAVIK


Malee Saunders
Secrétaire de l'Administration régionale Kativik (ARK)


Jean Dupuis
Président du Conseil régional de développement
Kativik

**ENTENTE-CADRE
DE
DÉVELOPPEMENT
DE LA
RÉGION NORD-DU-QUÉBEC**

**VOLET SE RAPPORTANT
AU TERRITOIRE KATIVIK**

**VOLET DE L'ENTENTE-CADRE
DE LA RÉGION NORD-DU-QUÉBEC
SE RAPPORTANT
AU TERRITOIRE KATIVIK**

**ENTRE : LE CONSEIL RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT KATIVIK, ici
représenté par son président, monsieur Jean Dupuis, dûment
autorisé;**

ET

**LE CONSEIL RÉGIONAL NORD-DU-QUÉBEC, ici représenté par
son président, monsieur Jean Dupuis, dûment autorisé;**

D'UNE PART

**ET : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, représenté par monsieur
Guy Chevrette, ministre d'État des Ressources naturelles, ministre
responsable du Développement des régions, ministre responsable des
Affaires autochtones et ministre responsable de la région Nord-du-
Québec;**

D'AUTRE PART

i) CONSIDÉRANT :

QUE le Conseil régional Nord-du-Québec est constitué de trois instances distinctes, soit l'Administration régionale crie, le Conseil régional de développement Kativik et le Conseil régional de la Radissonie;

QUE les fonctions du Conseil régional de développement Kativik sont d'assurer la concertation des intervenants de son groupe, de donner des avis au gouvernement, d'adopter un plan stratégique, de négocier le contenu du volet de l'entente-cadre le concernant, de conclure des ententes spécifiques et d'assurer la gestion de sa part du Fonds régional de développement attribué à la région;

QUE conformément à la politique de développement régional et conformément au décret de reconnaissance, le Conseil régional de développement Kativik a adopté en mai 1996 un plan stratégique de développement;

QUE ce plan stratégique a été soumis au gouvernement aux fins de la conclusion du volet de l'entente-cadre s'appliquant au Conseil régional de développement Kativik;

QUE le président du Conseil régional de développement Kativik de même que celui du Conseil régional Nord-du-Québec ont été dûment mandatés pour signer le présent volet de l'entente-cadre;

QUE sur proposition du ministre d'État des Ressources naturelles, ministre responsable du Développement des régions et ministre responsable des Affaires autochtones, le gouvernement du Québec a approuvé les termes du présent volet de l'Entente-cadre Nord-du-Québec.

EN CONSÉQUENCE, le Conseil régional de développement Kativik et le Conseil régional Nord-du-Québec d'une part et le Gouvernement du Québec d'autre part, ont convenu de ce qui suit :

**LES PARTIES AUX PRÉSENTES RECONNAISSENT QUE LE VOLET DE
L'ENTENTE-CADRE SE RAPPORTANT AU TERRITOIRE KATIVIK EST
CONFORME À L'ENTENTE-CADRE DE DÉVELOPPEMENT DE LA RÉGION
NORD-DU-QUÉBEC**

1. OBJET ET BUT DU PRÉSENT VOLET DE L'ENTENTE-CADRE

1.1 Objet du volet de l'entente-cadre se rapportant au territoire Kativik :

Le présent volet de l'entente-cadre a pour objet :

- d'identifier et de reconnaître les axes, les priorités de développement, les objectifs d'interventions et les actions auxquels les parties conviennent de s'associer en regard du développement du territoire Kativik;
- d'indiquer les modalités du partenariat convenues entre les parties dans la mise en oeuvre des mesures du présent volet de l'Entente-cadre de développement de la région Nord-du-Québec.

1.2 But de ce volet de l'entente-cadre :

Le but de ce volet de l'entente-cadre est d'établir un cadre de concertation entre les parties afin de permettre :

- la mise en commun des efforts du gouvernement et ceux du Conseil régional de développement Kativik et l'harmonisation de leurs interventions respectives;
- la conclusion d'ententes spécifiques entre le Conseil régional de développement Kativik et les ministères et organismes gouvernementaux, liées principalement, aux priorités de développement, aux objectifs d'interventions ou aux actions reconnus par les parties dans le présent volet de l'entente-cadre;
- d'associer le Conseil régional Nord-du-Québec à la conclusion d'ententes spécifiques entre le Conseil régional de développement Kativik et les ministères et organismes gouvernementaux;
- la répartition, l'affectation et la gestion de la part du Fonds régional de développement attribué au Conseil régional de développement Kativik;
- la gestion, le cas échéant, par le Conseil régional de développement Kativik, de tout autre fonds que pourrait lui confier le ministre.

2. AXES ET PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT

2.1 Cadre général :

Les axes et priorités de développement du présent volet de l'entente-cadre sont établis sur la base du plan stratégique du Conseil régional de développement Kativik.

Dans le cadre de leur mission ministérielle respective, les ministères et organismes gouvernementaux seront appelés à contribuer à la réalisation de ces axes et priorités en tant que partenaires du développement de la région, tout en s'acquittant des responsabilités qui leur sont confiées par leur loi constitutive.

2.2 Axes et priorités de développement du territoire Kativik :

Dans le cadre de ce volet de l'entente-cadre, les parties conviennent de s'associer en vue de réaliser les priorités de développement présentées ci-après.

À chacune des priorités de développement se rattache également un certain nombre d'objectifs d'interventions et d'actions. L'ensemble constitue la base des discussions en vue de la signature d'ententes spécifiques.

L'ordre de présentation des axes et des priorités de développement énumérés dans l'entente-cadre ne constitue pas en soi un ordre de priorité.

Les axes, les priorités de développement, les objectifs d'interventions et les actions retenus pour les fins du présent volet de l'entente-cadre sont les suivants :

AXE 1 : PRÉSERVER LA CULTURE ET DÉVELOPPER LES COMMUNICATIONS

Priorité 1

PRÉSERVER ET FAVORISER L'ÉPANOUISSEMENT DE LA LANGUE, DE LA CULTURE ET DU MODE DE VIE AU NUNAVIK

Objectifs d'interventions :

1.1 Concerner les intervenants oeuvrant dans le domaine de la langue, de la culture et des communications.

Actions :

- Étudier l'opportunité de mettre en place une entité responsable de la culture et des communications pour diriger et coordonner les initiatives régionales touchant la langue et la culture;
- Encourager et soutenir les efforts pour enregistrer l'histoire locale et régionale, les connaissances traditionnelles et la reconnaissance des noms géographiques inuits;
- Encourager et soutenir les efforts pour préserver l'inuttitut et encourager son utilisation dans le Nunavik. Les efforts doivent être mis sur le développement :
 - . d'un dictionnaire inuttitut;
 - . de normes de terminologies pour traducteurs et interprètes;
 - . d'expertise culturelle pour les pédagogues.

1.2 Appuyer la Commission scolaire Kativik dans l'élaboration de cours et dans la production de matériel pédagogique adaptés aux besoins de la région dans le domaine du patrimoine, des connaissances traditionnelles et de langue inuttitut.

Actions :

- Revoir au besoin le matériel et les cours actuels et définir les nouveaux éléments requis;
- Apporter au besoin un appui dans la préparation d'ententes contractuelles entre les organismes impliqués.

1.3 Mettre en place des mécanismes pour la préservation des sites patrimoniaux et archéologiques dans la région.

1.4 Instaurer des programmes d'activités et d'événements culturels au niveau local.

1.5 Encourager la production de livres, d'objets d'art et d'artefacts au niveau local.

1.6 Développer des produits promotionnels qui reflètent l'histoire, la culture et les valeurs de la région.

1.7 Augmenter le contenu culturel inuit dans les bâtiments publics de la région.

1.8 Favoriser l'usage de l'inuttitut sur toutes enseignes publiques, publications ou annonces régionales.

- 1.9 Promouvoir l'identité culturelle par l'entremise de programmes à la radio et la production de films, vidéos et autres moyens audiovisuels.**
- 1.10 Favoriser la mise sur pied d'un journal régional indépendant.**
- 1.11 Favoriser l'utilisation de nouvelles technologies de communication afin d'augmenter les échanges entre les organismes dans la région et avec les groupes de l'extérieur.**
- 1.12 Favoriser la mise en place d'un système de télécommunication moderne pour toutes les communautés inuites.**

AXE 2 : DÉVELOPPER L'ÉDUCATION ET LES SERVICES COMMUNAUTAIRES

Priorité 2

AMÉLIORER LES CONDITIONS DE LOGEMENT DE LA POPULATION DU NUNAVIK

Objectifs d'interventions :

- 2.1 Assurer la mise en place d'un programme de construction résidentielle pouvant répondre aux besoins régionaux pour les prochaines années.**
- 2.2 Favoriser un contrôle accru des intervenants régionaux sur les programmes de logement prévus pour le Nunavik.**

Action :

- Revoir le cadre institutionnel de gestion et d'exploitation du parc immobilier nordique et mettre en place une instance régionale de gestion de ce parc immobilier.

- 2.3 Mettre en place des programmes expérimentaux et innovateurs en matière d'accession à la propriété résidentielle.**

Action :

- Élaborer un programme d'acquisition de logements privés dans la région qui définit les mécanismes de financement, le type de bail à être accordé, les subventions disponibles auprès de la S.H.Q. et les frais pour les services municipaux.

- 2.4 Mettre sur pied un programme d'information destiné à la population du Nunavik portant sur les diverses options possibles d'obtention de nouveaux logements et compléter ce programme d'information d'un volet sensibilisation-responsabilisation.**

Priorité 3

AMÉLIORER L'ACCÈS À DES SERVICES ÉDUCATIFS ET DE GARDE POUR LES ENFANTS D'ÂGE PRÉSCOLAIRE

Objectif d'intervention :

- 3.1 Adapter les critères de développement des nouveaux services éducatifs et de garde en concertation avec les instances régionales.**

Priorité 4

ASSURER UNE ÉDUCATION ADÉQUATE AUX JEUNES AFIN DE PROMOUVOIR LE RESPECT DE SOI ET DE LES PRÉPARER POUR UN EMPLOI VALORISANT DANS LA RÉGION

Objectifs d'interventions :

- 4.1 Adapter les programmes d'études, le calendrier scolaire, ainsi que les programmes de formation pour adultes aux besoins de la région dans le but de permettre une certaine flexibilité afin que les communautés locales puissent répondre à leurs besoins particuliers.**
- 4.2 Réexaminer les responsabilités des Comités d'éducation pour les rendre plus actifs dans l'établissement de politiques et dans la prestation de services éducatifs au niveau local.**
- 4.3 Dispenser des programmes de formation collégiale dans la région pour répondre aux besoins de formation de la population étudiante estimée à 40 ou 50 étudiants pour les prochaines années.**
- 4.4 Augmenter la gamme de cours offerts au niveau secondaire.**
- 4.5 Par le biais de consultations auprès des organismes du Nunavik, définir des champs d'étude postsecondaires qui répondent mieux à leurs besoins et assurent ainsi une meilleure corrélation entre les perspectives d'emplois et les étudiants ayant terminé des études postsecondaires.**

Priorité 5

RELEVER LE NIVEAU DE SCOLARITÉ DES JEUNES QUI ENTRENT SUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL DE MÊME QUE CELUI DE LA MAIN-D'OEUVRE ACTUELLE

Objectifs d'interventions :

- 5.1 Prévoir des incitatifs pour encourager les jeunes à compléter leurs études;**
- 5.2 Amener les organismes du Nunavik à relever leurs exigences d'embauche, passant progressivement du diplôme d'études secondaires au diplôme d'études collégiales, puis au diplôme d'études universitaires;**
- 5.3 Mettre en place des politiques permettant aux employés de prendre des congés dans le but de se perfectionner ou d'améliorer leur niveau de scolarité;**
- 5.4 Offrir des programmes de formation professionnelle et d'éducation des adultes à travers la région.**

Priorité 6

PRENDRE EN COMPTE CERTAINES RÉALITÉS SPÉCIFIQUES AUX SERVICES ÉDUCATIFS DANS LA RÉGION

Actions :

- Poursuivre les discussions déjà entreprises entre le ministère de l'Éducation et la Commission scolaire Kativik sur les sujets suivants :
 - la relocalisation du siège social de la Commission scolaire;
 - ses projets d'immobilisation;
 - la pertinence de modifier les modalités actuelles prévues dans les conventions collectives de travail et relatives au transport de la nourriture pour ses employés.

Priorité 7

FINANCER LA RÉGIE RÉGIONALE DU NUNAVIK POUR LES SERVICES DE SANTÉ ET LES SERVICES SOCIAUX, INCLUANT LES IMMOBILISATIONS, DE MANIÈRE À RECHERCHER L'ÉQUITÉ AVEC LES AUTRES RÉGIONS

Objectif d'intervention :

- 7.1 Déterminer, dans le cadre des travaux du comité stratégique MSSS/Régies sur la recherche de l'équité dans l'allocation interrégionale des ressources, un mode d'allocation des ressources reflétant les particularités des régions nordiques.

Priorité 8

ADAPTER LE SYSTÈME JUDICIAIRE AUX BESOINS SPÉCIFIQUES DU NUNAVIK

Objectifs d'interventions :

- 8.1 Développer des modèles de justice communautaire de même que des approches visant la consultation des communautés par les juges lors du choix des sentences qui permettront aux Inuits de participer plus activement au contrôle social.

Action :

- Mettre en place graduellement des modèles de justice communautaire dans les différentes municipalités avec un mandat ou une juridiction bien définie.
- 8.2 Examiner la possibilité d'augmenter le nombre et les compétences professionnelles du personnel inuit oeuvrant dans les services judiciaires.
 - 8.3 Examiner la possibilité d'établir au Nunavik de nouvelles méthodes d'incarcération ou de services correctionnels adaptés à la réalité nordique.
 - 8.4 Mettre au point des outils d'information concernant le système judiciaire et la sécurité publique afin de sensibiliser le public inuit à ce sujet.

AXE 3 : DÉVELOPPER L'ÉCONOMIE

Priorité 9

ACCROÎTRE LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DES PROJETS DE CONSTRUCTION RÉALISÉS AU NUNAVIK

Objectif d'intervention :

9.1 Accroître les retombées économiques au Nunavik des projets de construction résidentielle.

Actions :

- Examiner la possibilité de conclure une entente avec les intervenants impliqués pour que le Nunavik obtienne plus de pouvoir décisionnel dans le processus d'appel d'offres et afin d'encourager la création de compagnies de construction inuites;
- Examiner les modalités qui permettraient d'améliorer les compétences des travailleurs de la région dans le secteur de la construction;
- Favoriser l'établissement d'entreprises conjointes dans le secteur de la construction résidentielle.

Priorité 10

ÉTABLIR LES SERVICES ET LES INFRASTRUCTURES DE BASE POUR FACILITER LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Objectifs d'interventions :

10.1 Favoriser la cueillette de données statistiques générales se rapportant à l'ensemble de la région Nord-du-Québec et à chacun des trois groupes en présence, et, colliger et rendre disponible dans la mesure du possible les données plus spécifiques, informatisées ou non, se rapportant aux activités socio-économiques du Nunavik.

10.2 Améliorer la planification et la coordination en matière de développement économique au niveau local et régional.

Action :

- Procéder, en collaboration avec les intervenants régionaux concernés, à une "opération diagnostic" des besoins de formation des divers agents de développement économique locaux et rendre disponible les outils de formation existants en fonction du constat et des besoins établis.

10.3 Identifier des projets de développement économique pour la région.

Action :

- Financer des recherches, en fonction de l'applicabilité des programmes concernés, pour identifier les secteurs industriels qui pourraient s'implanter au Nunavik et les produits qui pourraient y être fabriqués.

10.4 Élaborer un plan de transport pour le Nunavik dans une perspective d'amélioration des services existants en transport maritime et en transport aérien.

10.5 Élaborer un système équitable pour fixer les baux des terrains sous la juridiction des corporations foncières.

Action :

- Dans le cadre des négociations des baux fonciers, tenir compte des effets sur le développement économique.

10.6 Revoir le champ de taxation dans la région

Action :

- Dans le cadre de la détermination des niveaux de taxation, tenir compte des effets sur le développement économique et sur l'accès à la propriété.

Priorité 11

DÉVELOPPER LES RESSOURCES NATURELLES DU NUNAVIK DANS UN CONTEXTE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE EN FAVORISANT LES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION

Objectifs d'interventions :

11.1 Favoriser les projets de développement économique qui sont compatibles avec les activités traditionnelles de subsistance des Inuits.

11.2 Accroître les retombées économiques des projets réalisés au Nunavik.

11.3 Promouvoir une bonne représentation des pratiques traditionnelles de trappage, chasse et pêche des Inuits au plan national et international.

11.4 Encourager la participation des entreprises inuites aux projets d'exploitation de ressources naturelles.

11.5 Favoriser l'efficacité et une plus grande autosuffisance énergétiques de la région.

Action :

- Étudier les moyens de produire de l'énergie en utilisant les ressources de la région: hydrologiques, éoliennes, autres.

Priorité 12

TRANSFORMER D'AVANTAGE LES RESSOURCES DANS LA RÉGION ET FAVORISER, EN CONSÉQUENCE, LA CRÉATION DE NOUVELLES ENTREPRISES

Objectif d'intervention :

12.1 Augmenter les possibilités d'emplois dans la région par la création d'entreprises impliquées dans la transformation, sur place, des ressources locales et régionales.

Actions :

- Identifier les projets possibles de transformation et /ou de production qui pourraient créer de l'emploi dans la région;
- Étudier la possibilité de fabriquer dans la région de l'équipement spécialisé pour des clients nordiques - randonneurs, explorateurs, aventuriers, pourvoyeurs, etc.;
- Étudier la possibilité d'établir une usine d'embouteillage et d'autres usines d'emballage pour desservir la région;
- Continuer à faire la promotion du gibier, du poisson et des produits connexes et rechercher de nouveaux marchés, le tout en fonction de la disponibilité des ressources et dans une perspective de développement durable.

Priorité 13

FAVORISER LA CRÉATION D'EMPLOIS POUR LES BÉNÉFICIAIRES

Objectifs d'interventions :

13.1 Examiner les possibilités de conclusion d'ententes afin de confier la desserte des services gouvernementaux actuels et futurs à des organismes régionaux.

13.2 Favoriser l'augmentation des retombées, au Nunavik, des dépenses du secteur public.

Actions :

- Évaluer quels services fournis par des groupes de l'extérieur pourraient être obtenus en région; par exemple, des services d'impression, de comptabilité, d'entretien d'équipement et d'immeubles, de construction, etc.;
- Aider à la mise sur pied de nouvelles entreprises locales et de compagnies conjointes et fournir le soutien nécessaire.

13.3 Développer le secteur de l'artisanat dans le Nunavik.

Actions :

- Étudier la mise en valeur des produits artisanaux et artistiques fabriqués dans la région, en faisant la promotion des artisans et artistes et en répondant davantage aux besoins du marché;
- Étudier le succès d'autres régions inuites dans le domaine de l'art et l'artisanat, telles que le Cap Dorset et autres, et préparer une stratégie pour le Nunavik;
- Promouvoir le secteur de l'art et de l'artisanat et augmenter la visibilité des produits dans la région même;
- Travailler de concert avec les organismes scolaires pour explorer les techniques de production artisanale et mettre sur pied des programmes de formation.

Priorité 14

DÉVELOPPER L'INDUSTRIE TOURISTIQUE RÉGIONALE

Objectifs d'interventions :

- 14.1 Établir, en concertation avec l'ATR Nord-du-Québec, une association touristique au Nunavik.**
- 14.2 Établir une stratégie spécifique pour le développement du tourisme au Nunavik ainsi que les mécanismes de coordination régionale nécessaire.**

Actions :

- Améliorer l'image du Nunavik comme destination touristique;
- Améliorer les services de soutien au secteur touristique au Nunavik;
- Modifier les types de produits offerts dans la région pour correspondre aux attentes du marché du tourisme d'aventure;
- Promouvoir la région comme destination arctique en concertation avec les organismes régionaux et les groupes locaux.

- 14.3 Favoriser la création de parcs provinciaux au Nunavik.**

- 14.4 Développer une main-d'oeuvre qualifiée pour travailler dans l'industrie touristique et améliorer la qualité de la main-d'oeuvre actuelle.**

Actions :

- Examiner la possibilité de mettre en place, au Nunavik, les programmes de formation appropriés, basés sur des programmes qui ont connu du succès ailleurs dans des conditions semblables;
- Encourager les opérateurs actuels à perfectionner leur personnel.

- 14.5 Favoriser un financement gouvernemental équitable destiné au développement touristique.**

AXE 4 : RENFORCER L'ADMINISTRATION RÉGIONALE

Priorité 15

ACCROÎTRE LA RESPONSABILISATION RÉGIONALE

Objectif d'intervention :

15.1 Favoriser une plus grande responsabilisation des organismes régionaux.

3. ENGAGEMENTS DES PARTIES

3.1 Engagements communs des parties

Les parties conviennent :

- que le Conseil régional de développement Kativik en concertation avec le Conseil régional Nord-du-Québec d'une part et les ministères et organismes gouvernementaux concernés d'autre part entreprennent des discussions permettant, s'il y a lieu, la conclusion d'ententes spécifiques sur les priorités de développement étant entendu que :
 - les ententes spécifiques auront pour objet de préciser les engagements des ministères et organismes gouvernementaux et du Conseil régional de développement Kativik pour la mise en oeuvre des priorités de développement, des objectifs d'interventions ou des actions inscrits à l'entente-cadre;
 - les ententes spécifiques feront partie intégrante de l'entente-cadre;
 - les ententes spécifiques devront respecter les mandats confiés par décret au Conseil régional de développement Kativik.
- que le présent volet de l'entente-cadre pourra être modifié, le cas échéant, pour s'harmoniser avec le volet de l'entente-cadre à conclure avec l'Administration régionale crie.

3.2 Engagements du gouvernement

Le gouvernement s'engage à :

- pour l'exercice financier 1997-1998, accorder au Conseil régional de développement Kativik, la part du fonds régional de développement (FRD) qui aura été déterminée par le Conseil régional Nord-du-Québec; pour les années subséquentes, le gouvernement pourra revoir cette enveloppe FRD à la lumière des orientations qu'il retiendra dans le cadre de sa politique de soutien au développement local et régional;
- confier la gestion de cette part du FRD au Conseil régional de développement Kativik selon des modalités convenues dans un contrat de collaboration;
- faire en sorte que soient conclues des ententes spécifiques entre ses ministères et organismes gouvernementaux d'une part et le Conseil régional de développement Kativik et, s'il y a lieu et si ce dernier le désire, avec le Conseil régional Nord-du-Québec d'autre part.

3.3 Engagements du Conseil régional de développement Kativik

Le Conseil régional de développement Kativik s'engage à :

- établir une programmation annuelle à l'intérieur d'un délai de 90 jours de la signature des présentes;
- affecter sa part du Fonds d'interventions régionales (FIR) principalement à la réalisation des axes et priorités de développement du présent volet de l'entente-cadre. Exceptionnellement, le FIR pourra être affecté à la réalisation des autres priorités identifiées dans le plan stratégique de développement régional;

- assurer la concertation des intervenants du territoire Kativik dans le but de conclure des ententes spécifiques avec les ministères et organismes gouvernementaux et, s'il y a lieu et s'il le désire, avec le Conseil régional Nord-du-Québec;
- obtenir l'avis du Conseil régional Nord-du-Québec pour tout projet d'entente spécifique à conclure avec les ministères ou organismes gouvernementaux;
- proposer au ministre et appliquer des mesures de suivi et d'évaluation du présent volet de l'entente-cadre;
- soumettre périodiquement au ministre un bilan de l'état d'avancement dans la réalisation des priorités, objectifs et actions inscrits au présent volet de l'entente aux fins de la rencontre annuelle et de l'étude des crédits par l'Assemblée nationale.

4. MODALITÉS D'APPLICATION DU VOLET DE L'ENTENTE-CADRE SE RAPPORTANT AU TERRITOIRE KATIVIK

4.1 Durée de l'entente

Le présent volet de l'entente-cadre entre en vigueur au moment de sa signature par les parties et se terminera au cinquième anniversaire de l'Entente-cadre de développement de la région Nord-du-Québec.

Cette disposition s'applique aux ententes spécifiques à moins de dispositions différentes indiquées dans ces ententes.

4.2 Portée de l'entente

Le volet de l'entente-cadre se rapportant au territoire Kativik a la même portée que l'entente-cadre.

4.3 Modifications de l'entente

Les dispositions relatives aux modifications de l'entente-cadre s'appliquent aussi au volet de l'entente se rapportant au territoire Kativik.

4.4 Communications entre les parties

Aux fins de la présente entente, les parties conviennent que les communications, par écrit, entre elles seront acheminées de la façon suivante :

Pour le Conseil régional de développement Kativik :

- à l'attention du président du Conseil régional de développement Kativik

Pour le gouvernement :

- à l'attention du Ministre responsable de la région Nord-du-Québec

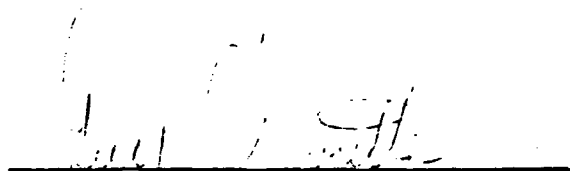
5. ANNEXES DU VOLET DE L'ENTENTE-CADRE SE RAPPORTANT AU TERRITOIRE KATIVIK

L'annexe I identifie un sujet qui pourra faire l'objet éventuellement d'entente spécifique entre le Conseil régional de développement Kativik et un organisme gouvernemental. D'autres sujets d'ententes spécifiques portant sur des priorités, objectifs d'interventions ou actions du volet de l'entente-cadre se rapportant au territoire Kativik pourront s'ajouter pendant la période de validité de l'entente-cadre. L'annexe I fait partie intégrante du volet de l'entente-cadre se rapportant au territoire Kativik.

L'annexe II est constituée du Plan stratégique de développement du Conseil régional de développement Kativik. Ce document est annexé à titre de document de référence.

6. SIGNATURES

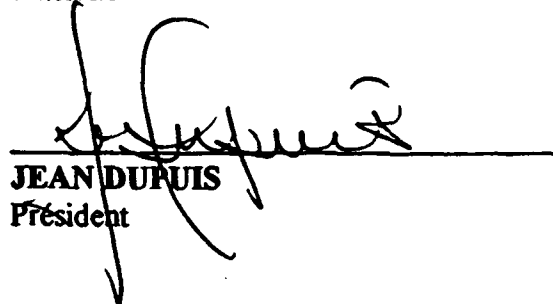
Le gouvernement du Québec



GUY CHEVRETTE

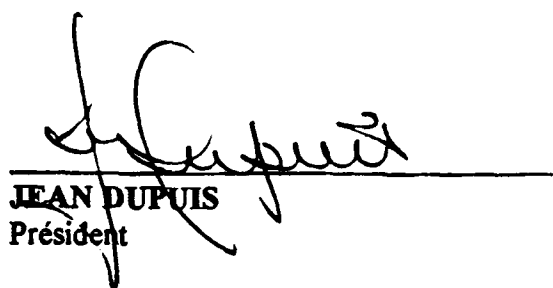
Ministre d'État des Ressources naturelles,
ministre responsable du Développement des
régions, ministre responsable des Affaires
autochtones et ministre responsable de la
région Nord-du-Québec.

Le Conseil régional de développement
Kativik



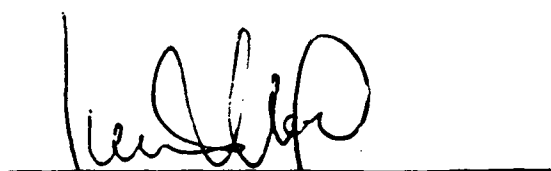
JEAN DUPUIS
Président

Le Conseil régional Nord-du-Québec



JEAN DUPUIS
Président

Témoins



LUCIEN BOUCHARD

Premier ministre du Québec



MICHEL LÉTOURNEAU

Député d'Ungava et Secrétaire régional

ANNEXE I

Sujet pouvant faire l'objet d'entente spécifique

SUJET	MINISTÈRE CONCERNÉ
La planification du développement des services de garde au Nunavik	Ministère de la Famille et de l'Enfance

ANNEXE II

À titre de document de référence, le Plan stratégique de développement du Conseil régional de développement Kativik est annexé à la présente entente-cadre.

**PROTOCOLE POLITIQUE RELATIF A LA NEGOCIATION
D'UNE ENTENTE DE PRINCIPE**

ENTRE

**ATIKAMEKW SIPI - CONSEIL DE LA NATION ATIKAMEKW
AU NOM D'ATIKAMEKW IRINIW,
CI-DESSOUS DESIGNÉ "ATIKAMEKW SIPI"**

ET

**LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC,
REPRESENTE PAR SON MINISTRE
RESPONSABLE DES AFFAIRES AUTOCHTONES ET PAR
SON MINISTRE DELEGUE AUX
AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES CANADIENNES,
CI-DESSOUS DESIGNÉ
LE "QUEBEC"**

ET

**LE GOUVERNEMENT DU CANADA,
REPRESENTE PAR SON MINISTRE DES AFFAIRES
INDIENNES ET DU NORD CANADA,
CI-DESSOUS DESIGNÉ
LE "CANADA"**

ATTENDU qu'Atikamekw Iriniw s'entend, pour les fins du présent protocole, de l'ensemble des communautés atikamekw de Manawan, Opitciwan et Wemotaci;

ATTENDU que les membres desdites communautés ont dûment mandaté Atikamekw Sipi pour négocier au nom d'Atikamekw Iriniw une entente de principe devant mener à la conclusion d'un accord de revendication territoriale avec le Canada et le Québec;

ATTENDU qu'Atikamekw Sipi, le Canada et le Québec ont entrepris des négociations;

ATTENDU que les parties estiment que certaines déclarations communes et que certains engagements communs contribueront à établir un meilleur équilibre entre elles et un climat propice à un dialogue constructif dans le cadre de ces négociations;

LES PARTIES SONT CONVENUES COMME SUIT:

1. Le but des présentes négociations est d'établir de nouveaux rapports entre Atikamekw Iriniw, le Canada et le Québec fondés sur le respect, sur la confiance mutuelle et sur une compréhension commune des droits et obligations de chaque partie à l'égard des terres et des ressources du territoire revendiqué.

2. Afin de créer un climat propre à poursuivre et à atteindre ce but, les parties:

- a) déclarent qu'Atikamekw Iriniw possède ses propres institutions;
- b) s'engagent


- i) à négocier avec diligence une entente de principe devant mener à un accord de revendication territoriale;
- ii) à ménager des rencontres entre leurs autorités politiques respectives lorsque des questions fondamentales mettent en cause le progrès des présentes négociations au stade de l'entente de principe.

3. Le présent protocole n'exprime que la volonté politique des parties.

4. Le présent protocole ne constitue pas un traité au sens de l'article 35 de la *Loi constitutionnelle de 1982*.

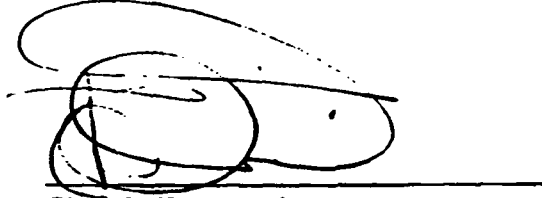
A Sillery, ce 11 septembre 1997.

POUR ATIKAMEKW SIPI



Président


Chef de Manawan


Chef d'Opitciwan

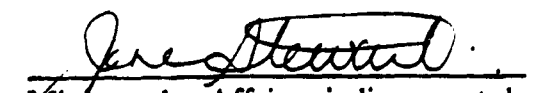

Chef de Wemotaci

POUR LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC


Ministre responsable des Affaires
autochtones


Ministre délégué aux Affaires
intergouvernementales canadiennes

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA


Ministre des Affaires indiennes et du
Nord Canada

**ENTENTE DE MISE EN OEUVRE DU
PROTOCOLE DU 23 MAI 1995**

ENTRE : LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, ci-après représenté par le ministre responsable des Affaires autochtones, monsieur Guy Chevrette,

ET : LE GRAND CONSEIL DES CRIS (EYYOU ISTCHEE), ci-après représenté par le Grand chef, monsieur Matthew Coon Come.

ATTENDU QUE : le Québec et les Cris ont conclu le 23 mai 1995 un protocole portant sur cinq sujets et que ce protocole a servi de base aux négociations et aux progrès accomplis dans les relations entre les parties;

ATTENDU QUE : le Québec et les Cris ont une volonté commune de poursuivre ces négociations dans le cadre d'une deuxième phase de pourparlers;

ATTENDU QUE : le premier ministre du Québec, monsieur Lucien Bouchard, et le ministre responsable des Affaires autochtones, monsieur Guy Chevrette, se sont engagés, lors de leur visite du 12 juin 1997 à Waswanipi, à tout mettre en œuvre pour donner suite à des projets prioritaires de développement identifiés par les Cris et intégrés à une planification quinquennale;

ATTENDU QUE : MM. Bouchard et Chevrette se sont également engagés à poursuivre et à améliorer le processus de négociation instauré en vertu du protocole du 23 mai 1995, plus particulièrement par le biais de la conclusion d'une entente de mise en œuvre :

1. Objet de l'entente

Il est par les présentes résolu de donner suite au protocole du 23 mai 1995 en mettant sur pied les mécanismes de discussion et de suivi décrits ci-après, tout en adoptant les précisions spécifiées à l'article 3 en ce qui a trait aux résultats visés par les parties dans le cadre des négociations. La présente entente de mise en œuvre et ses annexes «A» et «B» précisent le contenu du protocole du 23 mai 1995.

2. Mécanismes de mise en œuvre

2.1 Comité de coordination et de suivi

Un comité de coordination et de suivi du protocole du 23 mai 1995 et de son entente de mise en œuvre est par les présentes institué. Il se compose du sous-ministre associé au Secrétariat aux affaires autochtones et du négociateur en chef désigné par les Cris, lesquels pourront s'adjoindre, en cas de besoin, un nombre égal de collaborateurs. L'une des parties doit aviser l'autre par écrit de tout changement dans sa représentation.

Les fonctions du comité de coordination et de suivi sont :

- d'initier la mise sur pied des groupes de travail;
- d'orienter, de façon générale, le déroulement des négociations;
- de coordonner et de surveiller l'évolution des travaux des groupes de travail, notamment en prenant connaissance des rapports d'étape;
- d'intervenir, s'il y a lieu, dans le déroulement des travaux des groupes de travail;
- de recueillir les avis et modèles soumis par les groupes de travail institués en vertu du volet n° 4 en ce qui concerne le partenariat (partage des revenus ou de la richesse) et conduire des négociations devant mener à la conclusion d'ententes à cet effet;
- de voir plus directement à la structuration et au progrès des travaux concernant les entités régionales (volet n° 5);
- de soumettre périodiquement, à l'attention des instances représentatives du Québec et des Cris, des rapports faisant état des progrès accomplis et des difficultés rencontrées;
- de veiller, au-delà des matières prévues aux présentes, au maintien de relations saines et harmonieuses entre le Québec et les Cris, notamment par le biais d'un échange continu d'information eu égard aux divers sujets de discussion abordés ou devant être abordés par les parties;
- de recommander aux autorités appropriées du Québec et des Cris, s'il y a lieu, toute mesure susceptible de favoriser le développement et la consolidation de liens durables, notamment par le biais de la résolution de dossiers spécifiques et par l'amorce de discussions portant sur d'autres sujets d'intérêt pour les parties, tout en s'assurant d'une organisation productive et efficace des travaux.

2.2 Groupes de travail

Chacun des volets du protocole du 23 mai 1995 décrits à l'article 3 ci-dessous sera traité, si requis, par le biais de la mise sur pied d'au moins un groupe de travail regroupant les ministères ou organismes concernés au sein du gouvernement du Québec, les Cris et, s'il y a lieu, d'autres parties. Les groupes de travail peuvent procéder, en cas de besoin, à la création de comités ad hoc.

Les ministères ou organismes concernés, les Cris et, s'il y a lieu, d'autres parties, seront libres de désigner leurs propres représentants au sein des différents groupes de travail. Dans toute la mesure du possible, les groupes de travail devraient être composés de manière paritaire.

À moins qu'il ne soit mutuellement convenu d'œuvrer en parallèle sur certaines tâches spécifiques, les travaux en commun, c'est-à-dire en présence de toutes les parties impliquées, devraient en tout temps être privilégiés.

Le plus tôt possible après sa mise sur pied, tout groupe de travail devrait se doter d'un plan d'action contenant les éléments suivants :

- une brève description de la problématique à corriger;
- les enjeux à considérer;
- les acteurs en présence;
- les objectifs à atteindre;
- les moyens à mettre en œuvre;
- les responsabilités des intervenants;
- le calendrier de travail;
- les ressources à engager dans le processus;
- toute autre information jugée pertinente.

Chaque plan d'action devra être transmis au comité de coordination et de suivi dès qu'il aura été adopté par le groupe de travail concerné.

Les groupes de travail devront faire systématiquement rapport de l'évolution de leurs travaux au comité de coordination et de suivi. Ce dernier pourrait devoir, en certaines circonstances, intervenir dans le déroulement des travaux des groupes de travail afin de contribuer à la progression et à la résolution des dossiers.

3. Description du contenu des cinq volets

Volet 1 :

« La participation financière du Québec à des programmes de travaux publics communautaires crs visant l'amélioration des infrastructures de distribution d'eau et d'épuration des eaux usées. »

Contenu

Outre les projets de réseaux d'aqueduc et d'installations de traitement des eaux usées, ce volet peut comprendre, sans s'y limiter, les projets suivants : réseaux d'égout, autres projets d'infrastructures de type municipal, complexes polyvalents (centres communautaires ou récréatifs), aires de jeux ou de sports, postes de police, centres culturels, garderies, terrassement, drainage, aménagements extérieurs, travaux de stabilisation des berges, équipements ou immobilisations destinés aux organismes régionaux.

Les projets de construction, de rénovation ou d'agrandissement sont admissibles. Le coût des études nécessaires à la réalisation de certains projets peut aussi être défrayé. Enfin, des frais reliés à l'élaboration d'exercices de planification locale pour les communautés crs peuvent également être inclus.

Mesures proposées

Une programmation quinquennale (de 1997-1998 à 2001-2002) de projets de développement communautaire pour l'ensemble des communautés et quelques organisations crs a été préparée et est jointe à l'annexe A. La mise en œuvre de cette programmation permettra de concrétiser des projets prioritaires dans les communautés et pour certaines organisations régionales crs.

Cette programmation, y incluant les projets qu'elle contient, est approuvée, en principe, par le gouvernement du Québec.

En 1997-1998, le gouvernement du Québec engage une enveloppe de 15,0 M\$ afin de conduire des études, d'achever des démarches de planification, ou de financer les travaux nécessaires à la réalisation de certains projets prioritaires identifiés à la programmation apparaissant à l'annexe A.

Pour les fins de l'application des années subséquentes de la programmation quinquennale, une programmation des projets et une estimation des coûts seront préparées annuellement par le Secrétariat aux affaires autochtones et les représentants des Crs. Le ministre responsable des Affaires autochtones approuvera chacune de ces programmations annuelles, en concertation avec les ministères sectoriels concernés. À chaque année, le gouvernement confirmera les fonds consentis pour la mise en application de la programmation approuvée.

Si des projets étaient annulés ou réalisés à coûts moindres, que cette diminution des coûts à assumer soit due à un effort de rationalisation ou à un apport d'autres revenus, les fonds ainsi devenus disponibles pourraient être prioritairement affectés à d'autres projets apparaissant à l'annexe A. Le cas échéant, des projets figurant à l'annexe B pourraient également être entrepris, à condition que la communauté en question ait réalisé un exercice de planification et que les projets éventuellement tirés de l'annexe B apparaissent à cette planification. Tout éventuel déficit encouru dans le cadre des travaux entrepris pour la réalisation de ces projets ne sera pas compensé par l'ajout de ressources additionnelles en vertu de la présente entente.

Les projets soutenus devront être réalisés de façon à maximiser les bénéfices économiques pour les communautés, individus et entreprises cris, notamment sur le plan des emplois. Des ententes spécifiques seront conclues avec chacune des communautés ou organisations cris concernées, notamment en vue de préciser les mécanismes de transfert et de gestion des fonds, la description et la portée de chacun des projets, ainsi que les rapports à produire.

Tous les programmes réguliers applicables et pouvant être mis à contribution dans la réalisation des projets inclus à l'annexe A devraient d'abord être utilisés.

Certains des projets correspondent aux demandes déjà déposées par les Cris dans le cadre du Sommet sur l'économie et l'emploi.

L'initiative ici décrite ne constitue pas nécessairement la seule, ni la dernière intervention du Québec en matière d'immobilisations chez les Cris. En ce sens, le Québec accepte que ce sujet fasse l'objet de futures discussions.

Volet 2 :

« La mise en place de ressources destinées à répondre aux besoins des personnes âgées et des personnes handicapées en matière de logement et de soins prolongés. »

Contenu

Ce volet comprend des projets de services et de ressources pour les personnes âgées en perte d'autonomie et les personnes handicapées dans les communautés cris. Il est entendu que ces projets doivent être conçus de manière à respecter les standards de qualité et, dans toute la mesure du possible, certains traits culturels propres aux Cris.

Mesures proposées

Ces projets devront être réalisés grâce à des crédits ministériels ou gouvernementaux qui se situeront en sus de ceux normalement alloués par le ministère de la Santé et des Services sociaux au Conseil cri de la santé et des services sociaux (CRSSS cri).

Les projets seront conçus, sélectionnés et réalisés par le CRSSS cri en concertation étroite avec les représentants élus des communautés et en consultation avec les populations concernées.

Dès que l'évaluation des besoins, la planification et la programmation des services et ressources, ainsi que la phase de consultation seront terminées, le ministère de la Santé et des Services sociaux prendra les décisions qui s'imposent en ce qui concerne la liste des projets à réaliser et le calendrier de réalisation.

Volet 3 :

« L'application de programmes provinciaux en matière de développement économique, en vue de donner suite à des projets particuliers de développement économique communautaire. »

Contenu

En plus de l'application des programmes québécois de développement économique, ce volet vise également l'adaptation de ces programmes à la réalité crie. Si nécessaire, la conception de nouveaux programmes pourrait également constituer une option à considérer.

Ce volet comprendra également la réactivation de la Société de développement autochtone de la Baie James (SODAB).

Les discussions à tenir en rapport avec le développement de l'industrie touristique crie, lesquelles doivent impliquer le Québec, les Cris et, s'il y a lieu, d'autres parties, seront aussi comprises sous ce volet.

Les parties s'engagent en outre à entreprendre des pourparlers eu égard à la formation, la qualification et l'emploi des travailleurs cris oeuvrant dans l'industrie de la construction.

Enfin, le Québec s'engage à entreprendre des discussions relatives au processus d'adjudication de contrats dans le territoire, conformément aux dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois à cet effet (plus spécifiquement les articles 28.10.3 et 28.10.4).

Mesures proposées

Le comité de coordination et de suivi veillera à la mise sur pied de groupes de travail ayant pour tâche d'exécuter les mandats spécifiés pour chacun des sujets visés au présent volet. En ce qui concerne plus particulièrement SODAB, le Québec et les Cris ont résolu d'entreprendre le processus suivant :

- les deux parties devraient procéder aux analyses nécessaires afin d'obtenir un portrait et un diagnostic complets quant à la gestion passée de l'entité;
- les Cris devraient déposer un plan d'affaires;
- le Québec devrait nommer un président;
- le Québec devrait confirmer que du financement additionnel est disponible en vertu de la législation existante afin de soutenir des projets qui seraient unanimement recommandés par le nouveau conseil d'administration;
- le Québec et les Cris devraient tenir des discussions afin de traiter d'une éventuelle révision de la composition, du rôle et du fonctionnement de l'organisme.

Une entente entre le Québec et les Cris, ainsi qu'une décision par le Conseil des ministres, constitueront les ultimes étapes de cette démarche de revitalisation et de possible transformation de SODAB.

Par ailleurs, SODAB pourrait être l'entité à laquelle serait confiée la responsabilité de voir à ce que soit réalisée une stratégie de développement des ressources humaines crie. Cette étude servirait de base à la conception et la soumission, par SODAB, d'un éventuel projet de centre(s) de formation chez les Cris.

Volet 4 :

« Les questions d'exploitation concernant, en particulier, les domaines minier et forestier. »

Contenu

Ce volet fera l'objet de pourparlers touchant deux dimensions différentes :

- toutes les mesures susceptibles d'assurer le maintien du droit des Cris à la pratique des activités traditionnelles, notamment en favorisant la complémentarité de ces activités avec les opérations industrielles;
- les mesures visant à permettre aux communautés, corporations et individus cris de profiter des retombées économiques découlant des opérations industrielles ayant cours sur le territoire.

Mesures proposées

En ce qui concerne la foresterie, un groupe de travail coprésidé par un représentant des Cris et un représentant du Québec est institué. Ce groupe de travail supervisera les travaux de divers comités ad hoc mixtes qui seront mis sur pied afin d'aborder certains éléments particuliers de l'une ou l'autre des deux « dimensions » susmentionnées.

Dans le cadre de leurs discussions portant sur les retombées économiques découlant de l'activité forestière, les membres du groupe de travail sur la foresterie pourront émettre des recommandations concernant le concept de partenariat (partage des revenus ou de la richesse), tel qu'applicable au secteur forestier.

Deux groupes de travail semblables ont été ou seront établis afin de traiter des problématiques liées aux autres secteurs industriels prédominants dans la région, à savoir les mines et l'hydroélectricité. Ces groupes de travail pourraient également, au besoin, mettre sur pied des comités ad hoc.

La coordination des diverses recommandations émises par ces groupes de travail en relation avec le concept du partenariat (partage des revenus ou de la richesse) sera effectuée par le comité de coordination et de suivi. Ces recommandations pourraient notamment comprendre la soumission de modèles visant à permettre l'application concrète du concept de partenariat (partage des revenus ou de la richesse).

De plus, les membres du comité de coordination et de suivi pourraient, à l'occasion, être associés aux travaux de l'un ou l'autre des trois groupes de travail créés sous le présent volet.

Volet 5 :

« Les questions relatives aux autorités régionales. »

Contenu

La Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ) a créé ou prévu un grand nombre d'organismes, entités, comités ou institutions voués à faciliter la mise en œuvre de ses dispositions.

De l'avis du Québec et des Cris, il y aurait lieu de revoir le statut, la vocation, le fonctionnement et même l'opportunité de maintenir plusieurs de ces institutions, notamment afin d'en accroître l'efficacité ou d'en réduire le nombre, tout en favorisant dans la mesure du possible le développement d'un partenariat entre les Cris et les citoyens non autochtones de la région. Après examen, des recommandations pourraient être émises afin de faire en sorte que des organismes soient abolis, fusionnés, ou encore voir leur mandat être modifié.

Le gouvernement du Canada et/ou d'autres parties pourraient, dans certains cas, être associés à de telles discussions.

Les principaux organismes qui concernent le Québec et les Cris et qui ont été institués ou qui pourraient l'être en vertu de la CBJNQ et de ses conventions complémentaires sont : la Société Eeyou de la Baie-James (convention complémentaire n° 7), les corporations foncières, les municipalités de villages cris, l'Administration régionale crie, le Conseil régional de zone de la Baie James, le Conseil cri de la santé et des services sociaux, la Commission scolaire crie, les comités consultatifs de justice et de police, le Comité consultatif sur l'environnement de la Baie James, le Comité d'examen (COMEX), le Comité d'évaluation (COMEV), le Comité conjoint de chasse, pêche et piégeage, la Société de développement autochtone de la Baie James, l'Association des trappeurs cris, l'Association crie de pourvoirie et de tourisme, l'Association crie d'artisanat autochtone, le Comité conjoint de développement économique et communautaire et l'Office de sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris. Au-delà des organismes créés par la Convention, la mission de certains de ses signataires (ex. : SEBJ, SDBJ) a également pu évoluer avec le temps. Tous ces organismes ou comités seraient susceptibles de faire l'objet d'un examen.

Mesures proposées

Le comité de coordination et de suivi devra déterminer de quelle façon le Québec et les Cris structureront les pourparlers nécessaires au traitement de ce volet.

Les discussions concernant ce volet devront notamment tenir compte des facteurs suivants :

- les dispositions de la CBJNQ et la nécessité de conclure des conventions complémentaires;
- les initiatives gouvernementales;
- les initiatives des Cris;
- l'opportunité d'impliquer d'autres intervenants, le cas échéant;
- les implications sur les lois existantes.

4. Négociations parallèles

Les deux parties ne s'objectent aucunement au déroulement de négociations qui ne seraient prévues ni au protocole de 1995 ni à la présente entente, et qui se situeraient à l'extérieur du processus par les présentes instauré. De telles discussions pourraient notamment toucher, sans s'y limiter, les dossiers énumérés dans les différents rapports d'étape préparés par l'une ou l'autre des parties. Le comité de coordination et de suivi sera continuellement tenu au courant de l'évolution de ces pourparlers.

5. Convention de la Baie-James et du Nord québécois

Le Québec et les Cris reconnaissent que la présente initiative s'inscrit notamment dans le cadre de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (CBJNQ). Dans certains cas, la conclusion de conventions complémentaires pourrait être indiquée.

6. Positions défendues par les parties

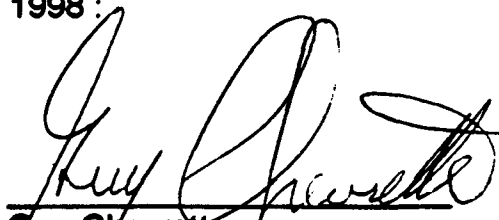
À moins que les parties en conviennent autrement par le biais d'autres accords, cette entente de mise en œuvre est conclue sous réserve des positions défendues par ailleurs par le Québec et les Cris concernant leurs droits et obligations respectifs, que ces positions se rapportent à la CBJNQ, à des procédures judiciaires ou à d'autres considérations.


7. Entrée en vigueur

La présente entente de mise en œuvre du protocole du 23 mai 1995 entre en vigueur dès le moment où elle est signée par les parties.

8. Signatures

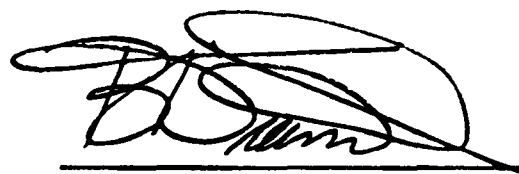
EN FOI DE QUOI les parties ont signé à Montréal, en ce 27^e jour de mars 1998 :


Guy Chevrette
 Ministre responsable des
 Affaires autochtones
 Gouvernement du Québec


Matthew Coon Come
 Grand chef
 Grand Conseil des Cris
 (Eeyou Istchee)

Témoins :


Robert Sauvé
 Sous-ministre associé
 Secrétariat aux affaires autochtones


Billy Diamond
 Chef de la Première nation de
 Waskaganish et négociateur cri

**AGREEMENT ON THE IMPLEMENTATION OF
THE MEMORANDUM OF UNDERSTANDING OF MAY 23, 1995**

BETWEEN: THE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, hereinafter represented by the Minister for Native Affairs, Mr. Guy Chevette,

AND: THE GRAND COUNCIL OF THE CREES (EYYOU ISTCHEE), hereinafter represented by its Grand Chief, Mr. Matthew Coon Come.

WHEREAS, on May 23, 1995, Québec and the Crees entered into a Memorandum of Understanding concerning five issues, and this Memorandum has served as a basis for negotiations between the Parties and for the progress achieved in their relations;

WHEREAS Québec and the Crees have a common desire to continue these negotiations as part of a second phase of discussions;

WHEREAS, during their visit to Waswanipi, on June 12, 1997, the Premier of Québec, Mr. Lucien Bouchard, and the Minister for Native Affairs, Mr. Guy Chevette, undertook to do their utmost to follow-up on the priority development projects identified by the Crees and integrated into a five-year plan;

WHEREAS Messrs. Bouchard and Chevette also undertook to pursue and improve the negotiation process established under the Memorandum of Understanding of May 23, 1995, particularly by entering into an Implementation Agreement:

1. Purpose of the Agreement

It is hereby agreed to follow up on the Memorandum of Understanding of May 23, 1995 by setting up the discussion and follow-up mechanisms described hereinafter, and by adopting the particulars in Article 3 as regards the results sought by the Parties as part of the negotiations. This Implementation Agreement and its Annexes "A" and "B" give more detail to the contents of the Memorandum of Understanding of May 23, 1995.

2. Implementation mechanisms

2.1 Coordination and Steering Committee

A Coordination and Steering Committee for the Memorandum of Understanding of May 23, 1995 and this Implementation Agreement is hereby created. This Committee shall be composed of the Associate Deputy Minister of the Secrétariat aux affaires autochtones and the chief negotiator designated by the Crees, to which can be added, if necessary, an equal number of other participants. Each party must advise the other in writing of any changes in regard to its representation.

The duties of the Coordination and Steering Committee shall be to:

- proceed to the setting up of the working groups;
- provide general guidance for conducting of the negotiations;
- coordinate and oversee the course of the proceedings of the working groups, particularly by reviewing progress reports;
- take part in the proceedings of the working groups, if necessary;
- receive the proposals and models drawn up by the working groups set up under Component No. 4 regarding partnership (revenue or wealth sharing), and conduct negotiations leading to the making of agreements in that respect;
- supervise, more directly, the structuring and progress of the proceedings concerning the regional entities (Component No. 5);
- submit to the authorities representing Québec and the Crees periodic reports showing the progress achieved and the difficulties encountered;
- in addition to attending to the matters provided for in this Agreement, ensure the maintenance of sound and harmonious relations between Québec and the Crees, particularly through the continuous exchange of information on the various topics of discussion addressed or to be addressed by the Parties;
- recommend, if necessary, to the Québec and Cree authorities concerned any measure likely to promote the development and strengthening of lasting bonds, particularly by resolving specific issues and commencing discussions on other subjects of interest to the Parties, while ensuring that proceedings are productively and efficiently organized.

2.2 Working groups

If required, each of the components of the Memorandum of Understanding of May 23, 1995 described in Article 3 hereunder shall be dealt with by way of at least one working group in which the departments or bodies concerned within the government of Québec, the Crees and, if necessary, other parties are represented. The working groups may proceed with the setting up, if needed, of ad hoc committees.

The departments or bodies concerned, the Crees, and other parties as the case may be shall be free to choose their own representatives for the various working groups. As far as possible, the parties should be equally represented in all working groups.

Unless it is mutually agreed that certain specific tasks will be carried out independently, as a general rule the proceedings should be conducted jointly, that is, with all the parties involved in attendance.

As soon as possible after it is set up, each working group should draw up an action plan containing:

- a brief description of the issue to be solved;
- the factors to be considered;
- the stakeholders;
- the objectives to be met;
- the means to be used;
- the responsibilities of the stakeholders;
- a work schedule;
- the resources to be involved in the process;
- any other information deemed relevant.

Every action plan shall be sent to the Coordination and Steering Committee as soon as it is adopted by the working group concerned.

The working groups shall systematically report on the progress of their work to the Coordination and Steering Committee. In certain cases, the Committee may have to intervene in the proceedings of the groups to ensure that progress is made and that the issues are resolved.

3. Description of the contents of the five components

Component 1

The financial participation of Québec in community public works programs with a view to improving the water distribution and sewage treatment infrastructures within the Cree communities.

Contents

In addition to projects related to water distribution systems and wastewater treatment facilities, this component may include the following projects among others: sewage systems, other municipal-type infrastructure projects, multi-functional complexes (community or recreational centres), sports or play areas, police stations, cultural centres, child-care centres, landscaping, drainage works, exterior works, riverbank stabilization projects, equipment or capital assets for regional organizations.

Construction, renovation or expansion projects are eligible. Costs of studies required for carrying out certain projects, and expenses related to the drawing up of local planning initiatives for the Cree communities may also be covered.

Measures proposed

A five-year (1997-1998 to 2001-2002) plan containing development projects for all the Cree communities and some Cree entities has been prepared and is attached hereto as Annex A. The implementation of this plan will allow priority projects for the Cree communities and for certain Cree regional entities to be carried out.

This plan and the projects contained therein have been accepted in principle by the government of Québec.

In 1997-1998, the government of Québec will appropriate \$15 000 000 for conducting studies, completing the planning initiatives or financing the work required to complete certain priority projects identified in the plan included as Annex A.

Annual plans and cost estimates will be prepared on a yearly basis by the Secrétariat aux affaires autochtones and the Cree representatives for the purpose of the application of subsequent years of the five year plan. The Minister for Native Affairs will approve each of these yearly plans in cooperation with the sectorial departments concerned. The government will confirm annually the budget allocated to implement the approved plan.

If any projects are cancelled, or completed at a cost lower than expected (either through a rationalization effort or additional revenue), the funds thus made available may, as a priority, be earmarked for other projects in Annex A. If necessary, some projects in Annex B could also be undertaken, provided that the community concerned has completed a planning exercise and that the projects selected from Annex B are included in this community planning. Any eventual deficit which results from undertaking these projects shall not be compensated for by additional resources granted under this Agreement.

Subsidized projects will be carried out in such a way as to maximize economic benefits for Cree communities, individuals and enterprises, for example with respect to job creation. Special agreements must be entered into with each of the Cree communities or organizations concerned in regard to the details for the transfer and administration of these funds, the description and scope of each project, as well as reports to be submitted.

All regularly applicable programs which would support certain of the projects in Annex A should be used first.

Some of the projects correspond to the requests made by the Crees during the Summit on the Economy and Employment.

The initiative described herein does not necessarily constitute Québec's only or last involvement in the area of capital investments in the Cree communities, and Québec agrees that this subject be the object of future discussions.

Component 2

The implementation of resources designed to respond to the needs of the elderly and the disabled in the areas of lodging and extended care.

Contents

This component includes services and resources for the elderly who are not able to care for themselves and the handicapped in the Cree communities. It is understood that these projects must be designed in such a manner as to respect standards of quality, and to the greatest extent possible, certain cultural characteristics of the Crees.

Measures proposed

These projects should be implemented with departmental or governmental funding which is in addition to that normally made available by the ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS) to the Cree Board of Health and Social Services (CBHSS).

These projects will be developed, selected and executed in close collaboration with the elected representatives of the communities concerned and in consultation with community members.

As soon as the needs assessment, planning and scheduling for the implementation of services and resources, and the consultation phase have been completed, the MSSS shall decide on the list of projects to be carried out and establish the schedule therefor.

Component 3

The application of provincial programs in the area of economic development with a view to responding to particular community economic development initiatives.

Contents

In addition to the application of Québec economic development programs, this component also includes the adaptation of these programs to the Cree reality. If necessary, the conception of new programs could also be an option to consider.

This component will also involve the reactivation of the James Bay Native Development Corporation (JBNDP).

The discussions to be held with respect to the development of the Cree tourism industry, which discussions should involve Québec, the Crees, and if necessary, other parties, will also be included in this component.

In addition, the Parties will commence discussions on the training, qualification and employment of Cree workers in the construction industry.

Lastly, Québec agrees to begin negotiations on the contract award process in the territory, according to the relevant provisions of the *James Bay and Northern Québec Agreement* (more specifically sub-sections 28.10.3 and 28.10.4).

Measures proposed

The Coordination and Steering Committee will supervise the creation of working groups mandated to tackle each subject included in this component. As regards more particularly the JBNDP, Québec and the Crees have decided to proceed as follows:

- the two Parties will conduct the analyses required to obtain a complete picture and assessment of the Corporation's past management;
- the Crees will submit a business plan;
- Québec will appoint a president;
- Québec will confirm that additional financing is available under existing legislation to subsidize projects recommended unanimously by the members of the new board of directors;
- Québec and the Crees will hold discussions dealing with possible revision of the composition, role and operation of the Corporation.

An agreement between Québec and the Crees, as well as a decision from the Cabinet, will be the final steps in regard to the revival and possible transformation of the JBNDP.

Moreover, the JBNDP could be made responsible for ensuring the establishment of a strategy for the development of Cree human resources. Such a strategy would serve as a basis for the development and presentation by the JBNDP of a Cree training centre (centres) project.

Component 4

Issues that impact upon the Crees and in particular forestry and mining.

Contents

Two different dimensions of this component will be discussed:

- all measures that can guarantee the Crees' right to carry on traditional activities, and, in particular, promoting the complementarity of these activities and industrial operations;
- measures that can enable Cree communities, corporations and individuals to benefit from the economic spin-offs of industrial operations conducted on the territory.

Measures proposed

As regards forestry, a working group co-chaired by a Cree representative and a Québec representative is created. This working group will supervise the work of various joint ad hoc committees that will be set up to deal with specific elements of either of the above-mentioned dimensions.

As part of its discussions on the economic spin-offs of forestry activities, the working group on forestry can make recommendations on the concept of partnership (revenue or wealth sharing) as it applies to the forestry sector.

Two similar working groups have been or will be established to address the issues pertaining to the other key industries in the territory: mining and hydroelectricity. These working groups could also set up some ad hoc committees, if necessary.

The working groups' recommendations concerning the concept of partnership (revenue or wealth sharing) will be coordinated by the Coordination and Steering Committee. These recommendations may include, in particular, the tabling of models with respect to the concrete application of the concept of partnership (revenue or wealth sharing).

The members of the Coordination and Steering Committee may also, from time to time, take part in the proceedings of any of the three working groups set up under this component.

Component 5

Issues with respect to regional authorities.

Contents

The *James Bay and Northern Québec Agreement* (JBNQA) created or provided for a large number of bodies, entities, committees or institutions to facilitate the implementation of its provisions.

In the opinion of Québec and of the Crees, the time has come to review the status, mandate and operation of these institutions and even the appropriateness of maintaining some of them, particularly to make them more efficient or reduce their number while promoting as far as possible the development of a partnership between the Crees and non-Native citizens in the region. Following the review, recommendations could be made to have certain bodies abolished or combined, or to have their mandates changed.

The government of Canada and/or other parties could, in certain cases, take part in these discussions.

The principal organizations that concern Québec and the Crees and that were or could be established under the JBNQA and its Complementary Agreements are: the James Bay Eeyou Corporation (Complementary Agreement No. 7), the landholding corporations, the Cree village municipalities, the Cree Regional Authority, the James Bay Regional Zone Council, the Cree Board of Health and Social Services, the Cree School Board, the advisory committees on police and justice, the James Bay Advisory Committee on the Environment, the Evaluating Committee, the

Review Committee, the Hunting, Fishing and Trapping Coordinating Committee, the James Bay Native Development Corporation, the Cree Trappers Association, the Cree Outfitting and Tourism Association, the Cree Arts and Crafts Association, the Joint Economic and Community Development Committee and the Cree Hunters and Trappers Income Security Board. In addition to the entities created by the Agreement, the mandates of some of its signatories (the Société d'énergie de la Baie James and the James Bay Development Corporation, for instance) may also have changed over the years. All these organizations or committees could be the subject of a review.

Measures proposed

The Coordination and Steering Committee will determine the way in which Québec and the Crees will organize the negotiations required to deal with this component.

The discussions regarding this component will take into account, among others, the following factors:

- the provisions of the JBNQA and the necessity of entering into complementary Agreements;
- government initiatives;
- Cree initiatives;
- the appropriateness of involving any other parties, if necessary;
- the impact on existing legislation.

4. Parallel negotiations

The two Parties do not object in any way to negotiations taking place that are not provided for in the Memorandum of Understanding of 1995 or in this Agreement, and that are extraneous to the process established hereinunder. These discussions could deal, in particular, with the issues listed in the progress reports prepared by either Party. The Coordination and Steering Committee shall be kept up-to-date on the progress of these negotiations.

5. James Bay and Northern Québec Agreement

Québec and the Crees acknowledge that this initiative is in the framework of, among other references, the James Bay and Northern Québec Agreement (JBNQA). In certain cases, the entering into of complementary agreements may be required.

6. Positions taken by the Parties

Unless the Parties decide otherwise through other agreements, this Implementation Agreement is concluded without prejudice of the positions taken elsewhere by Québec and the Crees regarding their respective rights and obligations. Such positions may be pertaining to the JBNQA, to legal proceedings, or other issues.

7. Coming into force

This Agreement on the Implementation of the May 23, 1995 Memorandum of Understanding comes into force when signed by the parties.

8. Signatures

IN WITNESS WHEREOF, the Parties have signed in Montréal, this 27th day of March, 1998:



Guy Chevrette
Minister responsible for
Native Affairs
Government of Québec



Matthew Coon Come
Grand Chief
Grand Council of the Crees
(Eeyou Istchee)

Witnesses:



Robert Sauvé
Associate Deputy Minister
Secrétariat aux affaires autochtones



Billy Diamond
Chief of the Waskaganish First
Nation and Cree Negotiator

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

109. Dépôt des contrats de services des négociateurs avec, pour chacun, le mandat, le coût des services, la durée du contrat et une copie du rapport.

RÉPONSE:

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

110. Liste et copie des études et sondages commandés par le gouvernement concernant les nations autochtones, sommes dépensées pour chaque étude ou sondage et indiquer quel ministère ou organisme a payé pour l'étude ou sondage.

RÉPONSE:

Même réponse qu'aux annexes 5 et 6 dans la demande de renseignements généraux.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

111. Liste des projets économiques présentés par les administrations autochtones au Secrétariat aux affaires autochtones.

RÉPONSE:

- Commercialisation de la viande de caribou
- .. Vision Nunavik : développement des télécommunications
- Projet d'usine de sciage à Obedjiwan
- Minicentrale hydroélectrique à l'île Villeneuve
- .. Ekohaw : développement d'une pisciculture de perchaudes
- .. Promotion du tourisme chez les Atikamekw et les Montagnais
- .. Projet usine de sciage Weymontachie
- Projet usine de sciage Maliotenam
- Projet de développement touristique à Kahnawake
- Winneway Kitigan – Projet de développement économique, productions agricoles

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

112. Implication du Secrétariat dans le dossier du mega-complexe de serres de 30 acres à Kahnawake :

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation du projet.

RÉPONSE :

Le dossier a été abandonné par le promoteur au cours de 1997-1998 suite à des avis non favorables de plusieurs intervenants dont le MAPAQ.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

113. Implication du Secrétariat dans le dossier du Plan quinquennal de développement touristique à Kahnawake.

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation du projet.

RÉPONSE :

En novembre 1996, la communauté de Kahnawake a saisi le Québec d'un projet de développement touristique étalé sur cinq ans. Ce projet de l'ordre d'environ 30 M\$ prévoyait notamment la construction d'un restaurant-théâtre de 400 places, d'un complexe hôtelier de 100 chambres, d'un centre culturel et d'une mise en valeur du vieux Kahnawake.

Suite à des discussions tenues au cours de 1997 avec les principaux intervenants notamment le SAA et certains partenaires financiers, le Conseil de bande de Kahnawake décidait de revoir son projet et de reporter ultérieurement la mise en chantier. Des ressources financières ont été allouées par le ministère de la Métropole, le ministère de la Culture et des Communications et le ministère du Tourisme afin de financer les travaux visant à réviser le projet quinquennal de développement touristique.

À ce jour, le concept révisé n'est pas connu par le Québec ni l'estimé au niveau des coûts ni le montage financier requis. Le Québec devrait en prendre connaissance d'ici la fin d'avril 1998.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

114. Implication du Secrétariat dans les dossiers de casino présentés par différentes communautés, principalement celle de Kahnawake :

- a) état des négociations;
- b) programme financier;
- c) évaluation du projet.

RÉPONSE :

Les communautés d'Odanak, de Listuguj, de Kahnawake, de Kanesatake, de Wendake et de Maniwaki ont manifesté leur intérêt dans l'ouverture d'un casino permanent. Il n'y a cependant aucune négociation à ce sujet avec ces communautés.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

Secrétariat aux affaires autochtones

Portefeuille 070

Programme 02 Élément 01

Demande de renseignements
de l'Opposition officielle

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

115. Politique du Secrétariat aux affaires autochtones relativement aux transports.
Existe-t-il une approche multisectorielle ?

RÉPONSE :

Le Secrétariat aux affaires autochtones n'a pas en soi une politique relative aux transports. Cette tâche revient aux ministères sectoriels concernés notamment le ministère des Transports.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

116. État de situation du dossier concernant le prolongement de la voie réservée au transport en commun entre le rond-point Bédard, sur la réserve de Kahnawake et le boulevard Saint-Francis, à Châteauguay.

RÉPONSE :

Un comité conjoint formé de représentants du ministère des Transports du Québec et de la communauté de Kahnawake a été mis en place afin de traiter des travaux sur les infrastructures de transport dans la réserve dont notamment le prolongement de la voie réservée au transport en commun.

Le Secrétariat aux affaires autochtones ne participe pas à ce comité de travail.

Toute demande de renseignements concernant ce dossier doit être dirigée vers le MTQ.

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

117. Actions posées et crédits dépensés suite au rapport Coutu sur la justice en milieu autochtone. Échéancier et prévision budgétaires.

RÉPONSE :

1. Les ministères de la Justice, de la Sécurité publique et de la Santé et des Services sociaux sont responsables au premier chef de la mise en œuvre du rapport Coutu.
2. Compte tenu de son rôle de coordination, le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA) s'assure que les mesures annoncées par les ministres de la Justice et de la Sécurité publique devant la Commission des institutions le 21 janvier 1997 seront mises en œuvre, à cet effet :
 - les représentants du SAA et ceux des ministères sectoriels concernés ont élaboré un Plan d'action gouvernemental québécois donnant suite à plusieurs recommandations contenues dans le rapport du Comité sur l'administration de la justice en milieu autochtone;
 - une première rencontre d'évaluation du Plan a eu lieu en novembre 1997. Une seconde rencontre se tiendra à la fin d'avril 1998. Dans l'ensemble, les actions envisagées ont été mises en œuvre selon le calendrier prévu.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

118. Nombre de personnes qui étaient éligibles au Programme de départs volontaires et le nombre de personnes qui se sont prévaluées de ce programme et nombre de personnes qui ont été embauchées suite à ces départs.

RÉPONSE :

Personnes éligibles au programme de départs volontaires : 5

Personnes qui se sont prévaluées du programme de départs volontaires : 2

Personnes embauchées suite à ces départs : aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

119. Montant déboursé pour payer des coupons de taxi utilisés par les employés du cabinet ministériel et du ministère.

RÉPONSE :

Montant déboursé pour les employés du Secrétariat aux affaires autochtones : 875 \$

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

- 120.** Rapport, avis et études sur la réaction des autorités du Secrétariat au Rapport Érasmus-Dussault.

RÉPONSE :

D'entrée de jeu, il est important de préciser que le rapport de la Commission royale sur les peuples autochtones concernait d'abord et avant tout le gouvernement fédéral puisque c'est lui qui avait mis sur pied cette Commission. Il n'était donc pas question pour le gouvernement du Québec de réagir publiquement à ce rapport avant que le gouvernement fédéral lui-même ne le fasse.

Cette réponse fédérale est finalement survenue en février 1998, c'est-à-dire dix-huit mois après la sortie du rapport en août 1996. Ottawa a alors fait connaître un plan d'action intitulé « Rassembler nos forces ».

Pendant que le gouvernement fédéral travaillait à l'élaboration de son plan, le gouvernement du Québec finalisait quant à lui ses nouvelles orientations en matière autochtone. Celles-ci furent annoncées le 2 avril dernier lorsque nous avons rendu public le document « Partenariat – Développement – Actions ». Bon nombre des mesures et actions envisagées par le Québec correspondent très bien à plusieurs recommandations importantes de la Commission royale, que ce soit en matière d'autonomie gouvernementale, d'autosuffisance économique, d'échanges entre Autochtones et non-Autochtones, etc.

ÉTUDES DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

121. Rapport, avis et étude sur la réaction des autorités du Secrétariat au jugement Delgamuukw.

RÉPONSE :

Les Gitskan et les Wet'suwet'en ont intenté le 11 mai 1987 une action pour que la Cour déclare qu'ils détiennent un titre aborigène et la compétence sur un large territoire dans la partie nord-ouest de la Colombie-Britannique. Les deux groupes concernés comprennent environ 6 ou 7 000 personnes et la population non autochtone ne dépasse pas 30 000 personnes sur ce territoire.

En 1^{ère} instance, la Cour a notamment conclu que leurs droits ancestraux d'exploitation à des fins de subsistance non exclusifs sur certaines parties du territoire avaient été éteints. La Cour d'appel jugea plutôt que ces droits n'avaient pas été éteints.

La Cour suprême n'a pas tranché directement le litige puisqu'elle a retourné le dossier en 1^{ère} instance au motif que le juge de 1^{ère} instance n'avait pas suffisamment tenu compte de la tradition orale et que la revendication des Autochtones était basée sur un ensemble de revendications individuelles alors qu'il aurait fallu qu'elle soit basée sur deux revendications collectives, une pour chaque nation, sollicitant un titre aborigène et l'autonomie gouvernementale. Malgré cela, la Cour suprême a tout de même défini la source, la nature et la portée d'un titre aborigène, notamment dans le cas d'une atteinte à celui-ci par des initiatives de la Couronne en matière de développement économique, puisque le contexte s'y prêtait. En outre, ce jugement vient préciser comment le législateur peut éteindre le titre ou y porter atteinte.

Enfin, la Cour suprême a invité les parties à négocier.

ÉTUDE DES CRÉDITS 1998-1999

**Secrétariat aux affaires autochtones
Portefeuille 070
Programme 02 Élément 01**

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

122. Lise des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le « combat extrême » (passés et futurs).

RÉPONSE : Voir document joint.

QUESTION 122 : Liste des rencontres et documents relatifs aux discussions sur le « combat extrême »**LISTE DES RENCONTRES**

17 avril 1996 : Rencontre M. Guy Chevrette, M. Robert Perreault, M. Joseph Norton (autres participants accompagnateurs)

26 avril 1996 : Réunion des sous-ministres Justice, Sécurité publique, Secrétariat aux affaires autochtones et Bureau du Premier ministre

3 septembre 1996 : Rencontre entre le SAA, le MAM, le MSP, le MJQ, la RSSQ.

18 septembre 1996 : Rencontre entre M. Michel Bouchard, ministère de la Justice, M. Florent Gagné et M. Régis Larrivée, M. Jean-Pierre Bastien, MAM, et M. André Magny, Secrétariat aux affaires autochtones

LISTE DES DOCUMENTS

3 juillet 1996 : Lettre de la secrétaire de la RSSQ, Mme Diane Lavoie à M. Roger Richard du SAA au sujet de combats extrêmes.

3 septembre 1996 : Note de M. Claude Despatie sur la rencontre tenue au MAM.

20 septembre 1996 : Note de M. André Magny, secrétaire général associé au Secrétariat aux affaires autochtones, à MM. Florent Gagné et Régis Larrivée.

* Les coupures de presse, étant des documents publics, ne sont pas mentionnées ici.